



National Library  
of Canada

Bibliothèque nationale  
du Canada

Canadian Theses Service

Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada  
K1A 0N4

## NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

## AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

Permission has been granted to the National Library of Canada to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author (copyright owner) has reserved other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her written permission.

L'autorisation a été accordée à la Bibliothèque nationale du Canada de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur (titulaire du droit d'auteur) se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation écrite.

ISBN 0-315-56338-9

LE TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS  
EN AMERIQUE DU SUD.

par

Johanne Lortie

Thèse déposée à l'Ecole des Etudes Supérieures  
de l'Université d'Ottawa, en vue de l'obtention  
du grade de maîtrise ès arts, en sociologie

Johanne Lortie, Ottawa, Canada, 1989



UNIVERSITÉ D'OTTAWA  
UNIVERSITY OF OTTAWA

## Remerciements,

Je tiens sincèrement à remercier M. Yvon Thériault, mon directeur de thèse, qui a rendu cet ouvrage possible. Ses précieux conseils m'ont permis de pousser ma réflexion dans l'élaboration de cette thèse. Sa patience, sa disponibilité et son support continu m'ont encouragé tout au long de ma recherche.

Je désire exprimer ma reconnaissance envers ma famille pour l'appui moral qu'elle m'a donné.

Je tiens aussi à exprimer ma reconnaissance envers Lyne Gagnon qui, armée de patience, a révisé minutieusement cet ouvrage.

## TABLE DES MATIERES

### INTRODUCTION

A) Considérations générales :	1
-La technologie des communications	
-Le rattrapage par la technologie	
B) Le développement de la technologie	6
C) L'enjeu de la technologie des communications	7
D) Questions et buts de la recherche	11
E) Cheminement :	13
-une approche critique	
-rapprochement culturel ou impérialisme culturel	
-communication Nord/Sud	
-Spécificité de la radio comme moyen de communication	

### PREMIER CHAPITRE: LES BASES DU TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS

A) Définition: information, technologie, transfert de technologie, savoir-faire, communication, identité culturelle	24
B) Le libre-échange	30
C) Modalité du transfert :	33
-implication du transfert "usine clé en main"	
D) L'information et ses implications :	37
-recherche et développement	
-droit à l'information	
-Libre circulation et traitement de l'information	

### DEUXIEME CHAPITRE: LE PROCESSUS DE LA PENETRATION CULTURELLE

A) L'industrie culturelle :	46
-l'action culturelle	
B) Le processus de pénétration et de l'uniformisation :	47
-normalisation, intégration, rationalisation, valorisation	
C) "Free flow", libre circulation	52
D) Le savoir-pouvoir	53
E) La décentralisation-centralisation	54
F) Le développement autocentré :	56
-l'effort de développement et modèle de développement	

### TROISIEME CHAPITRE: ETUDE DE CAS SUR LA RADIO

-Les caractéristiques de la radio	
A) Le cas du Brésil et la diffusion culturelle :	65
-la propriété des media et les multinationales	
-zones franches	
B) Le cas du Chili et le rôle de la publicité	72
C) Le cas du Mexique : analyse de contenu de la radio	74
D) Le cas de la Colombie : l'expérience éducative	79
E) La radio au Pérou et la résistance culturelle	87
F) Orientation du développement :	92
-la pratique du libre-échange et ses conséquences	
-la libre circulation rapprochement ou division	
-l'Etat décentralisateur-centralisé	

### CONCLUSION

A) Le Nouvel Ordre International de l'Information :	103
-le débat	
-critique du Nouvel Ordre International de l'Information	
B) Résistance culturelle et mouvements sociaux :	110
-double dépendance	
-culture universelle	

*Un pays qui devient une filiale économique  
d'un autre, devient tôt ou tard son  
satellite culturel.*  
Marcel Rioux, Susan Crean, 1980



## INTRODUCTION

### A) Considérations générales

Le développement de la technologie fait l'objet, depuis deux décennies, de multiples recherches et de découvertes jugées importantes pour l'humanité. Cette prolifération massive d'ouvrages techniques et théoriques, ne cesse de se renouveler et de s'améliorer. De plus, la progression rapide de la technologie ouvre constamment de nouveaux champs d'utilisation et d'application : du traitement de texte au lancement des satellites de télédétection et de communication, toute une gamme de produits et de services inondent le marché. Ce développement rapide renvoie à une perception presque magique de la nouvelle technologie, car la vitesse et l'efficacité dépassent toutes les attentes.

Dans les pays industrialisés la technologie des communications est encore en plein essor et commence à peine à rejoindre le bassin de population. En France, par exemple, le réseau Minitel (communication entre les abonnés à l'aide d'ordinateurs) est devenu très populaire, et au Canada la compagnie Bell lance, en 1988, un réseau similaire appelé Alex.

Donc, même si dans les pays occidentaux la technologie avancée des communications demeure peu répandue au niveau du grand public, on y accorde beaucoup de potentiel autant pour la diffusion rapide de l'information, du divertissement, des arts, et de la culture en général que pour l'avancement des connaissances.

#### -La technologie des communications


Précisons tout d'abord ce que l'on entend par la technologie des communications : ce sont les outils permettant la diffusion d'une information. Ces moyens de communication et de diffusion peuvent inclure des techniques plus ou moins avancées comme la presse écrite, la radio, la télévision, les réseaux de communication et la transmission par satellite. C'est un ensemble de moyens et de techniques non pas isolés les uns des autres comme par le passé, mais interdépendants. Le progrès et la recherche ont su les inter-relier et créer une liaison directe ou indirecte entre les différentes techniques. La technologie des communications n'est d'ailleurs pas isolée du reste du marché : les agences de presse et de publicité, les firmes, et les productions de programmes, de films, de disques, etc. bénéficient extensivement de ces ouvertures multiples que représentent les moyens de communication. Au delà de la télématique les recherches se poursuivent. Mais, quelles orientations nous proposent-elles?

Tout ces progrès entretiennent des promesses faites par la technique et ses chercheurs. Ils proposent une voie vers un monde meilleur, où les usagers de cette technique pourront résoudre les problèmes où qu'ils soient. Il en est ainsi, par exemple, pour Jean-Jacques Servan-Schreiber:

Ensuite possédant la science de l'informatique l'Occident pourra faciliter le développement du tiers-monde. (...) Les peuples les plus pauvres de la terre posséderont des micro ordinateurs qui se brancheront sur des réseaux de banques de données nationales et internationales. Ainsi ils assureront leur propre développement, sans que nous leur imposions notre système d'industrialisation (...)  
(cité par Bouthillier, 1983:8).

L'éblouissement devant cette poussée scientifique néglige, certes, plusieurs questions auxquelles l'on devra répondre. La technologie des communications ne résulte-t-elle pas de ce système d'industrialisation et ne le supporte-t-elle pas? La technologie améliore-t-elle les conditions de travail et le niveau de vie? Qu'en est-il de l'environnement social et culturel?

Une autre question qui mérite une attention particulière est celle du transfert de la technologie et du transfert ou de l'échange des connaissances au niveau international. Cette dernière réalité engendre des implications considérables. Aussi, n'est-il pas inquiétant de savoir qu'un pays possède la presque totalité des banques de données dans le monde et qu'il possède le monopole du savoir?



C'est entre cette vénération de la technologie et un questionnement sur ses répercussions que nous voulons diriger notre réflexion et notre analyse.

#### -Le rattrapage par la technologie

Pour les pays en voie de développement, tout comme pour les pays occidentaux, le questionnement précédant est indispensable parce que la technologie propose une solution à certains problèmes. Si le développement des pays du Sud doit passer par un rattrapage, celui-ci ne doit pas se réaliser à n'importe quel prix. Présumer que le seul développement viable serait celui proposé par les pays du centre restreint de beaucoup les modalités d'un tel rattrapage. Le développement économique--par une industrialisation massive et par la culture d'exportation, entre autres--tend à minimiser les alternatives qui ne font pas partie du "mainstream development".

Qu'un pays puisse avoir le droit à l'autodétermination et qu'il puisse procéder à un autodéveloppement demeurent des objectifs viables. Il est évident que ce développement doit tenir compte de l'état actuel de la situation internationale. La communication à l'intérieur de ce développement doit s'inscrire en tant qu'agent modernisateur afin d'accéder à une autonomie et à une auto-suffisance plus globale. La modernisation d'un pays n'est pas synonyme de "modernité" du monde occidental.

La modernisation n'équivaut pas, non plus, à l'acquisition de la technologie de pointe, elle doit permettre l'avancement de toutes les sphères de la société. La modernisation demeure donc un élément important dans le développement, bien que les chemins pour y arriver peuvent être nombreux et tortueux.

La dépendance du Sud envers le Nord repose sur les relations politico-économiques, ce qui n'est pas peu. Mais voilà que les pays occidentaux tentent de reproduire leur modernisation dans les pays du Tiers-monde engendrant dès lors une dépendance structurelle. Le dilemme pour les pays en voie de développement en est un difficile à surmonter surtout dans la conjoncture actuelle : être à la fine pointe de la technologie et conserver le savoir-faire ancestral signifie adapter une technologie et une technique à ce savoir-faire. Mais celles-ci sont-elles adaptables et flexibles selon les besoins? C'est pourquoi nous accorderons une importance particulière au médium qu'est la radio. La radio en soi n'est pas une technique de la fine pointe technologique. Mais il ne faut pas oublier qu'elle utilise à la fois le même support et qu'elle véhicule le même genre d'information et le même schéma d'organisation que les autres moyens de communication. C'est cette zone grise du développement qui nous intéresse plus particulièrement, voire l'utilisation possible des moyens et des outils de communication de concert avec un savoir-

faire spécifique qui est ancré depuis longtemps dans les pays en voie de développement. A partir de cet énoncé, qu'en est-il en réalité pour les pays en voie de développement?

Le questionnement que nous abordons ici ne se préoccupe pas tant de la technologie comme technique que de la structure dans laquelle elle évolue et de ses répercussions possibles. Créée par les pays du centre pour répondre à une conjoncture spécifique, la technologie des communications reflète en quelque sorte une rationalité capitaliste post-industrielle.

#### B) Le développement de la technologie

Puisque les guides habituels du progrès se définissent en termes d'augmentation du profit et par des politiques militaires (Eudes, La conquête des esprits), les chercheurs ne tiennent pas compte de la demande sociale. Par exemple, le premier ordinateur électronique à être réellement mis en service fut l'ENIAC, financé par l'armée américaine et conçu comme projet de guerre pour calculer les trajectoires de l'artillerie. Plusieurs découvertes sont le résultat de la recherche militaire, bien qu'elles ne desservent que des intérêts très limités. La demande qui doit parvenir de la base sociale, afin de satisfaire aux besoins de la population, doit posséder aussi des outils pour se faire entendre.

C'est un élément important dans l'élaboration des programmes de développement. Le transfert de la technologie de l'information faisant appel à des médiums et à des messages produits par le centre peut nous fournir des indications quant à l'ordre des priorités fixées par ce dernier. Dans le cas des pays d'Amérique du Sud, l'indicateur des besoins ne semble pas très bien défini. Ceci peut être attribué en grande partie à la distorsion d'information qui rend une image embrouillée des besoins et des demandes. De là l'utilité de voir l'émergence des moyens alternatifs qui répondent à un degré d'insatisfaction vis-à-vis la technologie provenant du centre.

Il n'est pas question ici d'élaborer un modèle de développement mais plutôt de souligner quelques indicateurs pour un développement. Autrement dit, assurer un développement sans accentuer le rapport de dépendance déjà existant entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés.

### C) L'enjeu de la technologie des communications

Pourquoi parler de développement en terme de communication? L'enjeu est fondamental : les communications représentent l'avenir, le savoir et le pouvoir.

Il est possible d'envisager que dorénavant les communications séparent les riches en information des pauvres en information. On connaît la domination économique des pays du Nord sur les pays du Sud et une de ses conséquences en est l'appauvrissement du Sud et l'enrichissement du Nord. Mais peut-on appréhender la domination dite "culturelle" de la même façon que la domination économique et ce, avec les mêmes instruments d'analyse?

La domination "culturelle" repose sur la dépendance économique. Aussi les pays du centre ont su développer la technologie en fonction de critères surtout économiques : défense nationale, efficacité-rentabilité financières. Il en va de même pour la technologie des communications qui continue d'être élaborée selon les mêmes critères d'efficacité et de rentabilité déterminés par les besoins du marché. Lorsque s'effectue un transfert vers le Sud, soit des programmes ou des équipements médiatiques, l'on doit s'attendre à rencontrer des difficultés, celle par exemple de la capacité d'absorption qu'ont les pays receveurs. Alors l'utilisation ou la consommation de cette technologie doit-elle se faire par les mêmes normes et remplir les mêmes fonctions que celles établies au centre? Mais, peut-elle se faire autrement? Plusieurs autres problèmes devront être soulevés afin de broser un tableau sur le transfert technologique.



La domination "culturelle" se conforme-t-elle aux mêmes rapports, ceux déjà existants et élaborés par la pratique du libre-échange?

L'enjeu des communications et du transfert de ses produits se retrouve à plusieurs niveaux : ils sont considérés comme un bien marchand mais aussi, et surtout, comme un bien qui ne s'achète pas; celui du savoir et de la connaissance contenus dans cette technologie. Le traitement de la technologie des communications comme un bien ordinaire ne conduit-il pas à augmenter l'écart entre le Nord et le Sud puisque le Nord possède les ressources? Cette technologie ne comporte-t-elle pas des valeurs sociales que ce soit à travers le médium ou le message? Cette réalité est, selon certains auteurs comme Eudes et Mattelart, considérée comme une menace réelle à la survie des communautés culturelles. Elle est surtout néfaste à l'épanouissement du savoir-faire autochtone.

On pourrait être tenté de répondre à toutes ces questions mais, étant donné la courte période d'implantation de ces nouvelles technologies, on ne pourra appréhender vraiment l'envergure du problème que dans plusieurs années. Malgré ces réserves on se limite toujours aux méthodes conventionnelles pour régulariser la vente et l'implantation de ces systèmes communicationnels élaborés par des corporations multinationales qui, avant tout, considèrent l'augmentation de leur chiffre d'affaire.

Etant donné que la technologie des communications est devenue une entreprise profitable et qu'elle connaît une expansion sans précédent, ne faut-il pas soulever plus que des inquiétudes quant au développement et à l'intégrité culturelle des peuples. Les capacités et les fonctions investies dans cette technologie de pointe posent un questionnement nouveau quant aux relations Nord-Sud et à l'orientation du développement des pays du Sud. Que contient cette technologie et surtout quelles tendances favorise-t-elle, à savoir quels types de relations sont produites entre le producteur et le consommateur? Car les technologies ont révolutionné les manières de faire tant à l'étape de la création qu'à l'étape de la production.

Par le biais des communications, le rôle de la consommation a pris des nouvelles formes et des proportions différentes. Ceci altère la relation que nous décrirons plus tard entre producteurs et consommateurs. Aussi, tout en reconnaissant les vastes étendues qu'englobe la technologie, nous devons cerner un champ plus particulier qui est celui de la technologie des communications et plus spécifiquement les media de masse. L'analyse portera surtout sur la radio car, dans les pays en voie de développement, elle est vraiment le media de masse en raison de son accessibilité. Aussi, nous nous référerons souvent aux mass media dans les termes de technologie des communications ou de réseau de communication.

Ceci afin d'indiquer un ensemble, une structure liant émetteurs-satellites-récepteurs permettant d'acheminer les messages et les informations. Il est donc important de déterminer les modalités du transfert ou de l'échange dans le domaine des technologies. Pour ce faire la problématique se partage en deux volets : le premier volet servira à établir la structure présente du transfert dans laquelle sont comprises les modalités du transfert ainsi que les capacités d'intégration des pays du Sud. Le second tentera de mettre en relief les messages qui passent par cette structure élaborée dans le premier volet. On verra comment la pénétration de la technologie et les messages qui en découlent influent sur les différents groupes de consommateurs-utilisateurs.

#### D) Questions et buts de la recherche

Quel est l'impact que l'on peut percevoir du transfert des communications des pays industriels vers les pays d'Amérique du Sud. La question qui nous intéresse se pose aussi en terme d'un développement favorable à une plus grande autonomie des pays du Sud. Est-ce que le transfert de la technologie des communications rend plus accessible le développement économique que le développement social et politique des pays du Sud. Cette technologie leur permettra-t-il d'acquérir une structure pouvant permettre la mise en place des projets autonomes.

Ou, au contraire, le transfert de la technologie renforce-t-il le lien de dépendance entre le centre et la périphérie? Pour répondre à ces questions il nous faudra définir le terme de "développement" car celui-ci se produit souvent de façon partielle et parcellarisée.

L'exploitation d'un secteur économique telle qu'une culture d'exportation se développe au détriment des autres sphères (création d'emplois permanents, mise en place de programmes sociaux, éducatifs...) et se traduit par des conséquences néfastes (pollution, stérilité des sols,...). Le développement devrait être centré sur les besoins d'un pays et devrait tenter d'améliorer sa situation globale.

Le plan de recherche que nous proposons dans la présente étude se découpe en plusieurs parties. Dans un premier temps, nous tracerons un portrait du transfert de la technologie de l'information (réseaux de communication de masse) vers les pays en voie de développement. Ceci fait, nous verrons comment ces nouveaux modes de communication sont, ou ne sont pas, absorbés par les pays en voie de développement, plus particulièrement les pays d'Amérique du Sud. Afin d'illustrer ce transfert, nous présenterons des recherches sur le traitement de l'information dans les mass media et tout particulièrement sur la radio soit, l'information manipulée, ainsi que la distorsion des nouvelles qui entretiennent une vision difforme des événements au Sud.

Est-il possible de contrecarrer cette situation par un Nouvel Ordre International de l'Information? Cette question nous amène à élaborer quelques moyens utilisés pour ré-équilibrer le flux de l'information et pour mieux répartir les ressources qui dépendent beaucoup de cette volonté de changements de la part des Etats impliqués. L'utilisation de la technologie des communications, par le message et le médium, marquent les groupes de consommateurs. Avec l'information comme forme de connaissance, est-il encore possible de redonner aux usagers la capacité d'agir sur leurs media et par le fait même sur leur milieu?

#### L) Cheminement

Dans le premier chapitre, les modalités du transfert de la technologie seront examinées à partir de la pratique du libre-échange et de la rationalité capitaliste : cette analyse servira à mettre en relief les éléments clés tels la libre circulation de l'information et l'économie politique de l'information. Dans le cas d'aide aux pays en voie de développement pour un rattrapage, il faut tenir compte de certaines conditions fixées en fonction des besoins et des aspirations du pays receveur, et non pas des besoins d'exportation du surplus des pays donateurs. Dans le cas des firmes multinationales, le transfert de leurs activités dans les pays en voie de développement s'effectue

trop souvent sous l'égide d'aide au rattrapage et de création d'emplois; il n'est en réalité que l'ouverture de nouveaux marchés profitant aux intérêts commerciaux.

-Une approche critique

Une approche, plus critique, soulèvera une série de problèmes auxquels les pays du Sud ont à faire face. Des auteurs tels Mattelart, Eudes et MacBride ont élaboré une telle approche. Elle s'avère premièrement une mise en garde contre les excès du transfert "usine clé en main". En second lieu, cette approche permet d'identifier une nouvelle forme de dépendance, voire la dépendance culturelle. En effet, le type de transfert qui nous intéresse est plus globalisant et recouvre plusieurs aspects de la société : il se manifeste sous plusieurs formes; que ce soit l'implantation d'industries manufacturière, d'assemblage, d'électronique ou de firmes multinationales d'informatique. Les media reflètent cette pénétration par la publicité et aussi par la diffusion des informations et des nouvelles. Le transfert de la technologie de l'information n'implique pas seulement le transfert de nouvelles techniques mais il instaure aussi la transmission et la valorisation d'un mode de vie inaccessible à la population des pays en voie de développement.

L'Amérique du Sud, de par sa proximité géo-politique avec les Etats-Unis, nous permet d'illustrer l'enjeu soulevé par la technologie des communications, car le flux de l'information provenant des Etats-Unis vers l'Amérique du Sud est assez volumineux pour rendre compte de certaines répercussions que nous élaborerons plus loin. Le deuxième chapitre nous permettra d'appréhender la présente situation par l'examen des rapports dans lesquels s'inscrivent les mécanismes du développement. Premièrement, soulignons le rapport de dépendance Nord-Sud, dépendance économique soutenue par la politique du libre-échange : un marché libre, ouvert à la concurrence ne permet pas aux pays en voie de développement d'élaborer leur propre politique. Le libre-échange, selon A. Gunder Frank dans L'accumulation dépendante, ne semble pas favoriser un rattrapage pour les pays de la périphérie. Les multinationales des communications en relation avec les gouvernements du centre définissent les paramètres du commerce international et des zones franches. Les intérêts commerciaux et les politiques gouvernementales, par une collaboration plus ou moins explicite, contribuent aux tendances qui se dessinent vers une domination socio-culturelle plus poussée, ce que Eudes nomme La conquête des esprits. La possibilité de voir se greffer à une dépendance économique une dépendance dite culturelle apparaît plus tangiblement; elle aurait et a déjà un impact sur les communautés locales :

Il est devenu fréquent de voir, dans la zone franche d'Iquique, une Indienne bolivienne sortir de sous sa sixième jupe un rouleau de dollars pour acheter des produits électroniques et les emporter en contrebande dans son pays. Dans le sud de la Bolivie, des villages entiers voient leur vie quotidienne se transformer par l'introduction d'appareils à la technologie sophistiquée, dont l'acquisition était impensable il y a peu. Sautant par dessus le fossé des siècles, des flots de culture transnationale s'implantent dans un milieu riche de traditions millénaires et le rongent de l'intérieur (Mattelart, Schmucler, 1983:57).

Comme le dit si bien Mattelart, la technologie ronge de l'intérieur un mode de vie, une culture. Mais ce médium n'est pas seul à être convoité, les messages, les programmes et les publicités font aussi partie du réseau de contrebande ; certains programmes et certaines publicités sont enregistrés à Miami et acheminés vers la Bolivie et les autres pays du Sud. C'est dans le deuxième chapitre que l'on abordera plus précisément les éléments du processus des voix de la pénétration culturelle. En fait, le manque de moyens pour produire des programmes accentue l'engouement pour les productions américaines.

Aussi, dans le troisième chapitre, l'analyse des études produites sur les différentes utilisations de la radio en tant qu'instrument de développement et surtout de divertissement serviront à alimenter le débat sur l'impact des communications de masse en Amérique du Sud. Il n'est sans doute pas trop risqué d'avancer que le rôle et les fonctions attribués à la radio se retrouvent dans les autres media.



Ce phénomène est dû, entre autres, à l'interaction qui existe entre les différents mass media et leur support (multinationales des communications, agences de publicité et de presse internationale etc.). Comment la pénétration de la technologie, ses techniques, son utilisation et ses messages, marque-t-elle les différents groupes sociaux? Notre démarche vise à illustrer le problème de dépendance culturelle pouvant exister ou être accentué par la nouvelle vague que créent les media.

Nous nous proposons, dans ce chapitre, de voir les expériences alternatives sur les media communautaires. S'il était réaliste de le faire, le but de cette recherche serait de déterminer l'impact du transfert des technologies dans les différentes communautés en Amérique du Sud. Mais, l'ampleur de la recherche de même que les conditions de celle-ci ne nous permettent toutefois pas de disposer des ressources nécessaires pour produire une recherche de cet envergure.

Nous utiliserons donc les monographies et les recherches sur le terrain afin de cerner les liens qui existent entre le transfert de la technologie des communications et les problèmes liés à la dépendance culturelle.

### -Rapprochement culturel ou impérialisme culturel

Sous le prétexte d'un rapprochement culturel entre les pays, la communication devient l'outil idéal pour connaître et faire connaître le rêve américain aux peuples les plus éloignés. Certains, comme Jean-Jacques Servan-Schreiber, affirme qu'un rapprochement est bénéfique dans plusieurs

---

secteurs : par le partage des connaissances soit agricoles, alimentaires et sanitaires pour ne mentionner que quelques secteurs. "L'idée de Jean-Jacques Servan-Schreiber est de former des hommes en Occident capables de recréer l'intelligence" (cité par Bouthillier, 1983:1). Et, ainsi, faire profiter le Tiers-monde des connaissances de l'occident. Eudes, au contraire, envisage ce "rapprochement" comme partie intégrante d'une stratégie globale. La dimension culturelle, au même titre que la dimension militaire et la dimension diplomatique, compose dorénavant un tout cohérent pour la pénétration et l'invasion des territoires étrangers.

A partir de l'analyse de Eudes nous essaierons de démontrer les avenues multiples menant vers la conquête culturelle. De même, les media en tant qu'instrument de divertissement et d'information proposent, grâce à l'élargissement de nouveaux marchés, l'accessibilité des biens de consommation. Ce phénomène fait partie intégrante de la stratégie politique de même que du désir de réaliser des profits.

Cette partie tentera ainsi de répondre au premier volet de notre problématique, soit l'importance du transfert des biens de communication pour les pays du centre et de la périphérie.

#### -Les communications Nord/Sud

---

Le deuxième volet de l'analyse se concentrera surtout sur les pays du Sud. Que se passe-t-il dans les pays d'Amérique du Sud qui intègrent peu à peu les productions étrangères de même que le "hardware" et le "software"? Si on retient les mass media comme objet de notre analyse, il faut reconnaître que le contenu ne peut être ni universel ni objectif. De la même façon, la technologie en général est imprégnée du savoir-faire spécifique au centre. Le médium et le message ne peuvent être neutres, que ce soit la radio, la télévision, la presse et même l'informatique, étant donné qu'ils s'inspirent d'une organisation sociale déterminée. Celle-ci, pénètre le mode de communication dominant c'est-à-dire la structure de la propriété, les formes de contrôle et d'appropriation. Plusieurs éléments (neutralité et propriété des media, traitement de l'information-manipulation du contenu, droit à l'information etc.) éclairciront certains points en ce qui concerne le transfert des media et les conséquences possibles pour les pays du Sud. En plus, une dimension strictement économique (libre-échange, action des

multinationales, politiques du commerce et de l'aide) déterminera l'ampleur et l'enjeu des communications. Ces éléments aideront à préciser le développement en Amérique du Sud, bien qu'ils permettront surtout d'établir les répercussions du transfert culturel.

Le rôle des communications est devenu primordial puisque celui qui possède l'information possède aussi un savoir. Et ce savoir, qu'il soit transmis par l'un ou l'autre des media, permet d'agir et de conférer un certain pouvoir. Cette information est-elle pertinente et aide-t-elle au développement des pays d'Amérique du Sud? Pour répondre à cette question il faut remettre en cause ce savoir et cette technologie. Aussi, certains projets de communication alternative s'élaborent afin de contrer ce rapport de dépendance et afin de permettre un développement plus profond.

#### -Spécificité de la radio

Le media favorisé pour notre analyse sera la radio, parce qu'elle reste le moyen de communication le plus répandu en Amérique du Sud. Que la radio soit un moyen de divertissement ou un moyen de développement communautaire, elle demeure l'outil de communication le moins dispendieux. Elle est accessible tant en milieu rural qu'en milieu urbain et ne demande pas un personnel techniquement qualifié pour mettre en place un réseau.

Pour ce qui est des autres media, nous avons d'une part la presse écrite qui, même si elle est bien répandue, ne rejoint pas tout le monde compte tenu du taux élevé d'analphabétisme, et d'autre part la télévision qui est encore trop dispendieuse pour être dans tous les foyers. La radio en soi n'est pas une technologie de pointe bien qu'elle ait recours au même support commercial et technologique avancé pour la transmission par satellite, surtout dans le cas de transmissions intercontinentales.

C'est donc surtout parce qu'il faut restreindre notre étude que nous examinerons avant tout la radio. Malgré cette restriction nous considérons la radio comme un media de masse qui nous apparaît représentatif de la technologie des communications avancées.

Afin de soutenir notre argumentation, des études de cas sur la radio seront détaillées. Qui plus est, des exemples reliés aux mass media et à l'information en général serviront à illustrer les questions abordées. Bien que ces différents secteurs qui font partie des techniques de communication peuvent sembler épars, il suffit de garder en mémoire que ceux-ci forment un ensemble, une toile se composant d'un centre (émetteur) et de points périphériques (récepteurs).

Cette thèse ne se veut pas une argumentation théorique ni un compte rendu des monographies existantes. Basée sur des études en communication dans les pays en voie de développement et sur les éléments précédents, cette étude vise à illustrer l'ampleur de même que l'urgence de traiter les communications et la nouvelle technologie comme

---

représentantes d'un type de développement créé par les pays du centre.

## PREMIER CHAPITRE:

## LES BASES DU TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS

---

La question de la dépendance économique du Nord sur le Sud domine depuis longtemps les relations centre-périphérie. Comme nous venons toutefois de le préciser, un autre type de dépendance semble depuis peu, prendre plus d'importance. C'est la dépendance culturelle qui est, et on doit le convenir, assez particulière.

Dans cette première partie nous établirons les fondements du transfert de la technologie des communications. Par un examen du libre-échange, de la situation économique et de la production-consommation, nous pourrons jeter les bases sur lesquelles reposent la dépendance culturelle. Ensuite nous tenterons d'élaborer l'impact possible du transfert technologique observé sur les sociétés périphériques.

Avant d'entamer cette partie définissons d'abord ce que nous entendons par information, technologie, transfert technologique, savoir-faire, communication et identité culturelle.

## A) Définitions

L'information a déjà été définie de plusieurs façons. La définition que nous retiendrons ici en est une qui se veut large et inclusive des divers domaines. L'actualité, les loisirs, le savoir-faire, le travail, la santé, le contrôle social, sont tous des variantes de l'information. Selon Mattelart, ceux-ci ne sont que quelques-uns des aspects désignés sous le vocable "information" :

L'information que véhiculent les moyens de communication de masse, entendue comme matière première journalistique, est désormais un concept trop restreint pour rendre compte de ce phénomène social global qu'elle est devenue (Mattelart, Schmucler, 1983:13).

Le concept de l'information, tout comme celui des communications, a évolué. L'information se montre sous différents aspects : elle peut être formelle\informelle, organisée\inorganisée et monopolisante\décentralisatrice (Perrin 1983). Mais, d'abord et avant tout, l'information est une source de connaissances pour agir et réagir :

L'information est à la fois un ensemble d'activités et un ensemble de connaissances détenues par des sujets. Elle est un ensemble d'activités dans le trajet qui va de l'informateur à l'informé, activités déployées par l'informateur comme par l'informé. Mais détenue par l'informé, elle devient un ensemble de connaissances (Perrin, 1983:24).

Par conséquent, l'information est une forme de savoir qui peut s'acquérir par ceux qui en ont les moyens bien qu'elle se soustrait difficilement.



De plus, sous cette inondation de l'information, encore faut-il avoir les capacités de la sélectionner selon sa pertinence, car cette valorisation de l'information impose une forme et un contenu qui peuvent devenir abrutissants et souvent répétitifs. Une nouvelle division se crée par le phénomène des sur-informés et des sous-informés.

---

La technologie quant à elle, peut être définie comme suit :

La technologie 'informe' le procès de travail pour produire de nouvelles valeurs d'usage, mais la technologie 'informe' également le procès de travail pour produire de nouvelles valeurs d'échanges et reproduire le rapport capital-travail (Perrin, 1983:17).

Cette définition situe bien le rapport entre technologie et production. Afin de soutenir et d'élaborer le procès de travail, la technologie aborde la nécessité du progrès scientifique, surtout d'un progrès supportant la base de la société industrielle.

De plus, on peut dire que toute technologie diffuse une information sur elle même et sur un sujet qui lui est extérieur; les mass media et les bases de données transmettent, reçoivent et emmagasinent des informations.

Perrin établit une distinction entre la technologie de la technique puisque la technologie se situe à un niveau plus général et qu'elle inclut la connaissance et la pratique technique : "La technologie est donc une connaissance organisée, formalisée des techniques" (Perrin, 1983:25).

Pour avoir une meilleure idée de l'impact de la technologie des communications sur la périphérie, on devra utiliser les technologies qui sont les plus répandues et qui touchent non pas l'élite mais une partie significative de la population. C'est pourquoi notre analyse porte particulièrement sur la radio. Mais, nous devons souligner la complexité et surtout l'interdépendance des composantes englobées par la sphère du technologique.

Faciliter l'échange de l'information entre les pays est devenu une nécessité pour quiconque désire prendre des décisions dans n'importe quel domaine. Par ailleurs, le transfert de la technologie se veut un instrument de rattrapage : rattrapage dans la diminution de la dette nationale, ainsi que dans la croissance de l'industrialisation et du PNB. Mais ce rattrapage devrait être orienté surtout vers une amélioration des conditions de vie, laquelle répond aux besoins fondamentaux (basic needs) et à un développement plus global. Selon Perrin, le transfert de la technologie confère "le droit aux pays sous développés d'utilisation des informations technologiques dans le processus productif mis au point dans les pays industrialisés" (Perrin, 1983:17). Ce transfert suppose que le pays receveur possède les compétences requises pour l'utilisation de ces techniques données.

Il faut donc connaître les modalités du transfert, soit le contexte économique du pays receveur, sa capacité d'implanter et d'intégrer efficacement les nouvelles méthodes de gestion, de production et de mise en marché. Idéalement tout transfert devrait dès le début spécifier

---

les différents secteurs défavorisés et les besoins fondamentaux. Pour ce faire, il faut que les différentes parties puissent se connaître et consentir à un échange d'information, afin de s'entendre pour un transfert à adapter pour ne pas mener vers un flux à sens unique. Dans le cadre de l'industrialisation des pays en voie de développement, la majeure partie du matériel et des connaissances techniques et organisationnelles est importée des pays industrialisés :

Le savoir-faire est le résultat d'une accumulation au cours des années, d'expériences positives mais aussi de difficultés d'erreurs. Cette opération est accumulée dans la tête et les mains d'un nombre limité de personnes (Perrin, 1983:25).

Le savoir-faire se construit à partir d'un vécu historique et est par conséquent difficilement transférable. C'est donc pour cette raison que le transfert du centre vers la périphérie minimise le savoir-faire autochtone et entraîne une augmentation de la dépendance. En fait, la technologie émane d'un savoir-faire unique et approprié au centre.

L'un des concepts importants pour appréhender le transfert de la technologie est celui de la communication.

Le rapport de MacBride préparé pour l'UNESCO définit la communication comme suit :

(...) on prend la communication dans le sens le plus large qui recouvre non seulement l'échange des nouvelles et des messages, mais aussi l'activité individuelle et collective englobant l'ensemble des transferts et des échanges d'idée, de faits, de données (MacBride, 1980:17).

---

Le rapport MacBride, Voix multiples, un seul monde, détermine huit fonctions nécessaires à la communication : l'information, la socialisation, la motivation, la discussion et le dialogue, l'éducation, la promotion culturelle, la distraction et l'intégration. Ces fonctions ne s'isolent pas les unes des autres. Elles se recoupent tout comme l'information est liée à la connaissance. Aussi la communication reste, ce sont les formes qui changent. Selon Siegelau, dans Communication and Class Struggle (1979), la communication constitue l'artère des relations sociales dans le processus historique : la communication est un produit et un producteur de développement social. Elle est en même temps un bien et un producteur de biens. Dans ce même cheminement, selon Siegelau, chaque formation sociale donne lieu à son propre mode de communication dominant qui peut être caractérisé par les arrangements et les combinaisons des formes de communication déjà existantes ainsi que par le développement des formes dominées qui sont établies selon les intérêts dirigeants.

Les modes de communication s'adaptent, se fusionnent et se caractérisent en un mode dominant qui peut être étendu sur une certaine période de temps. Selon ce même auteur, la forme de communication se fixe d'après deux dimensions, soit, la superstructure, (orientation politique et idéologique) laquelle est inter-reliée à l'infrastructure. Cette dernière se matérialise à l'intérieur des instruments de production et génère une connaissance diffusée par la technologie des communications perpétuant ainsi les modes de communication dominants.

Aussi, dans cette même ligne de pensée, l'identité culturelle fait place à son mode de communication qu'elle favorise, diffuse et perpétue : "La culture n'est autre que le mode de réponse donné par chaque société au problème de son existence sociale" (Latouche, 1984:44). Lorsque l'on se réfère à l'identité culturelle on évoque les arts, la religion, la langue. Selon Latouche, ces domaines ne comportent qu'une vision réductive et secondaire. Il y va de soi que l'identité culturelle englobe ces différentes sphères du social mais, elle est plus encore : "Il s'agit d'une réappropriation de son être et d'une maîtrise de son destin et pas seulement de la création d'une littérature originale" (Latouche, 1984:884). L'identité culturelle est avant tout un mode de vie et d'organisation; elle n'est pas seulement composée du folklore.

En effet, "l'idéologie occidentale a réduit la culture à un sous-produit de l'économie" (Latouche, 1984:44) pour, entre autres, faciliter la quantification et la classification des différents pays selon leur niveau de développement.

Cette idéologie occidentale ne nous permet pas, toutefois, d'évaluer les réponses (basées sur le savoir-faire) que donne une culture à un problème donné.

#### B) Le libre-échange

L'internationalisation des marchés et la pratique du libre-échange comportent certains éléments importants pour notre analyse. Il n'est pas question ici de faire une analyse détaillée du système économique actuel, mais plutôt d'aborder d'une manière quelque peu critique les procédés en matière d'échange dans le domaine des communications. Etablissons d'abord une distinction très importante présentée par Partant, dans La fin du développement (1982). L'auteur rappelle la thèse classique de A. Smith selon laquelle l'échange des produits provoque une spécialisation et ceci à partir de l'exemple du Portugal qui échangeait son vin contre les cotonnades d'Angleterre. Selon la théorie de l'échange, les deux pays impliqués devaient profiter également de cet échange. Or, l'expérience historique démontre que tel n'est pas le cas, même en tenant compte que cet exemple se réfère à deux produits d'origine végétale renouvelable :

Tant que les activités manufacturières utilisèrent essentiellement des matières premières renouvelables, (...) la question de l'évolution des prix relatifs ne se posait guère. Et la détérioration des termes de l'échange a pu ne pas être perçue, aussi longtemps que la valeur ajoutée au produit industriel n'a augmenté que très lentement (Partant, 1982:49).

---

Qu'en est-il alors lorsque l'on exploite les ressources minérales, qui elles ne sont pas renouvelables, sur la même base que les produits végétaux. Ces propos soulèvent une distinction que le système économique ne fait pas entre les matières renouvelables et non renouvelables. Cet exemple permet d'illustrer la distinction qui existe entre la technologie et l'information et les autres biens de consommation. Considérer la technologie des communications comme un bien ordinaire relève du non désir de tenir compte de ses propriétés propres. Il semble clair que la "loi naturelle" du libre-échange est dépassée par la complexité des relations internationales et par les nouvelles valeurs inhérentes à la technologie des communications. Toutefois, certains pays et certains organismes tentent de remédier à cette situation en déterminant au préalable l'orientation et les besoins en matière de communication; il ne suffit plus de consommer pour acquérir des biens, mais de se procurer des biens et des services qui répondent aux besoins et aux objectifs déterminés. Il en va de même pour l'information : choisir l'information pertinente et choisir la technologie appropriée aux besoins et aux critères de développement.

Pour A. Gunder Frank, le libre-échange, même s'il n'est pas réglementé comme tel, n'est pas pour autant anarchique :

Le libre-échange n'a jamais été seulement le laisser-faire, laisser passer des forces du marché 'libre'-- bien que ce dernier ait joué un rôle--mais il a été imposé par les forces politiques et militaires et le recours au travail forcé, et, en général, par la transformation des modes de production, imposée, elle aussi (A. Gunder Frank, 1978:126).

La libéralisation des contraintes du marché exposée comme une "loi naturelle", auto-régulatrice se veut, en réalité, un masque justificateur pour la domination, l'exportation des ressources naturelles et l'exploitation de la main-d'oeuvre à bon marché des pays en voie de développement.

Dans le domaine des communications, le libre-échange favorise particulièrement le transfert et la vente d'une technologie de pointe ainsi que le logiciel comme un bien neutre permettant un progrès rapide : lorsqu'une firme peut vendre un système de télécommunication pourquoi se préoccuperait-elle de son adaptabilité ou de la technologie qui serait plus appropriée. L'information, quant à elle, est traitée comme une marchandise ordinaire, tandis qu'une de ses propriétés particulières la transforme en connaissance et également en pouvoir. L'élaboration des réseaux de communication et de diffusion repose elle aussi sur les fondements du libre-échange.



Les mêmes contraintes du marché, dans un secteur relativement neuf, sont exercées sur les pays en voie de développement. On impose une information, une publicité, un type de consommation aux sociétés du Sud.

Pour A. Gunder Frank, le libre-échange tend à accroître l'écart entre pays riches et pays pauvres, et avec l'essor de la technologie des communications un nouveau concept définit cette centralisation de l'information dans les pays du centre : les pauvres en information et les riches en information. Des exemples nombreux cités par A. Gunder Frank démontrent qu'en fait le libre-échange et la division internationale du travail ont provoqué une détérioration de la situation des pays en voie de développement. A partir d'études de cas il sera possible de tracer un parallèle entre la situation décrite par A. Gunder Frank (l'échange inégal défavorisant le producteur de matières premières à bas prix) et la situation présente dans ce nouveau secteur qu'est la communication de masse et la technologie des communications.

#### C) Modalité du transfert

Ce transfert vers les pays en voie de développement ouvre d'autres frontières pour les pays du centre.

L'élargissement des nouveaux marchés et l'accessibilité des biens de consommation, tel que les appareils récepteurs, films, programmes, etc..., permettent, par le biais de la publicité, d'offrir une multitude de produits qui relève autant de la stratégie politique que du désir de réaliser des profits. Eudes a su démontrer les différentes méthodes menant vers la domination culturelle : US International Communication Agency à travers ses programmes d'échange international de personnes et la CIA à travers ses activités mondiales sont présentes dans les media. Eudes expose par exemple le cas du Chili où la CIA a largement investi dans les media afin de consolider les facteurs qui ont mené au coup d'Etat de 1973 :

Un autre volet de l'action culturelle de la CIA au Chili qui allait se révéler très efficace et donc servir de référence pour des opérations futures dans d'autres pays fut la création et le financement de l'Institut d'études générales, plus connu sous son sigle anglais IGS. Cet organisme, où travaillaient en collaboration des Chiliens et des Américains, était tout à la fois un centre de réflexion, un bureau où s'élaborait toute une production à destination des mass media locales et un lieu de rencontre privilégié entre les officiers et les éléments civils préparant le coup d'Etat (Eudes, 1982:190).

Le modèle décrit par A. Gunder Frank se retrouve ainsi à un autre niveau chez Eudes, dans le sens où le produit culturel "raffiné" est valorisé et exporté vers le Sud : "Pour les Etats-Unis, l'objectif est clair : le rapprochement idéologique et culturel continu entre les classes supérieures périphériques et celles de la métropole

pourrait déboucher sur un système qui approfondirait et stabiliserait la dépendance structurelle tout en gommant ses signes extérieurs" (Eudes, 1982:241).

Tout est en place : l'élite locale prête à recevoir les bénéfices, et à reconnaître une autre culture, une autre identité pour diffuser les activités de l'appareil américain. L'universalisme de la modernité américaine devient une nécessité pour les pays en voie de développement, c'est-à-dire pour la bourgeoisie transnationale.

Les communications, formant une catégorie particulière pour des raisons déjà soulevées, sont encore traitées comme une marchandise ordinaire. En guise d'exemple, si le Brésil échange une récolte de café contre un satellite canadien il est certain que le Brésil bénéficie d'un moyen pour le développement des réseaux de communication, mais cela ne fait pas du Brésil un pays développé, surtout si cette culture d'exportation, par la propriété privée, utilise une main-d'oeuvre saisonnière à bon marché et qu'elle ne permet pas un développement social. Les travailleurs saisonniers qui émigrent vers les centres urbains viennent grossir les bidonvilles et les rangs des chômeurs. Au contraire le transfert devrait aider à résoudre le problème du logement, du chômage, de l'inflation, de la pauvreté etc...

Les objectifs et les priorités sont fixés par le profit et par l'attraction des investissements. Selon une enquête menée par Martine Barrère, la recherche au Brésil est orientée par cette même attraction : "Chaque année la malaria frappe quatre cent mille personnes, (...). Mais ce sont des maladies de pauvres et les recherches qui seraient nécessaires n'apportent ni prestige, ni argent" (Barrère, 1988:690).

#### -Implication du transfert "usine clé en main"

Dans le cas d'aide pour le rattrapage aux pays en voie de développement il faut d'abord prendre en considération certaines conditions qui devraient être fixées par le pays receveur en terme de besoins et d'aspirations de ce dernier et, non pas, en terme de besoins d'exportation du surplus du pays donneur. Dans le cas des firmes multinationales, le transfert de leurs activités dans les pays en voie de développement se fait trop souvent sous l'égide d'aide au rattrapage, de création d'emploi, alors qu'elles ne désirent que l'ouverture de nouveaux marchés pour écouler la marchandise et utiliser la main-d'oeuvre à bon marché. On transfère l'infrastructure dans les pays en voie de développement et on offre une formation de base afin de faire fonctionner l'entreprise. Mais lorsque survient un problème ou que l'on manque d'équipement, le seul recours possible exige que l'on se réfère au pays instigateur

créant ainsi un lien de dépendance économique mais surtout jetant les bases d'une dépendance sur les connaissances élaborées au Nord. Par conséquent, le discours qui recouvre la notion de développement se veut justificateur: les multinationales sont les sauveteurs et les gardiens du progrès;

Ces firmes (multinationales) aident les sociétés traditionnelles à progresser et à se moderniser parce qu'elles sont des facteurs de modernisation, en se développant, ces firmes aident les pays attardés à se développer. Discours qui (...) se fondent sur l'idée que le développement, le progrès, la modernité sont des concepts neutres et universellement acceptables (Mattelart, 1982:31).

Selon le rapport MacBride, questionner la neutralité du progrès et de la modernité devient important si l'on veut comprendre l'impact des transferts surtout dans le domaine des communications.

#### D) L'information et ses implications

Comme pour la technologie des communications, l'information n'est pas neutre et universelle. Et selon le rapport MacBride, les nouveaux moyens de communication pourraient faciliter les échanges, stimuler la créativité et favoriser le pluralisme culturel ainsi que le rapprochement entre les pays. Par ailleurs, ce que la Commission MacBride constate dans l'apport des moyens de communication ne confirme pas la tendance vers un rapprochement et vers la compréhension: l'uniformité du progrès, l'accentuation d'un modèle culturel par

l'exportation de programmes vers la périphérie, l'influence des intérêts commerciaux, la monopolisation du savoir et une bureaucratisation-centralisation contribuent à une stérilité culturelle ainsi qu'à l'élargissement des écarts entre le centre et la périphérie. Comme on le verra au prochain chapitre, la monopolisation et surtout la centralisation des pouvoirs et des ressources adoptent des formes nouvelles plus difficiles à identifier.

#### -Recherche et développement

Ce déséquilibre se retrouve aussi à l'intérieur des disparités Nord-Sud en ce qui concerne la recherche scientifique; la pénurie de personnels compétents, le manque de financement pour la recherche-développement et la difficulté de produire sur place les moyens nécessaires au développement d'une infrastructure nationale constituent des écarts significatifs puisqu'ils obligent à chercher une formation à l'étranger. Les pays développés possèdent 88.7% des scientifiques et des ingénieurs contre 11.3% dans les pays en voie de développement (1978). Pour ce qui est des dépenses pour la recherche-développement, l'écart est encore plus grand, soit de 88.7% contre 4.4% respectivement, (source : UNESCO annuaire 1982).

En ce qui a trait aux media, les pays du Sud n'ont pas les moyens de produire leurs propres informations et programmes.

Il faut avant tout qu'ils développent leur infrastructure nationale afin d'enrichir l'information et de démystifier les préjugés du Nord envers le Sud. Selon la Commission MacBride, "limiter les influences qui peuvent conduire à la dominance culturelle est aujourd'hui une tâche urgente" (MacBride, 1980:38).

Mattelart, pour sa part, pose le problème au niveau de la dimension des relations internationales et surtout au niveau des ententes commerciales en tenant compte de la situation géo-politique des pays latino-américains. Selon lui, les pays industriels doivent reproduire leur propre niveau de développement afin de poursuivre le développement actuel et de créer de nouveaux marchés. Pour Eudes, les pays du centre ne cherchent pas simplement à reproduire leur propre culture : les Etats-Unis tentent d'implanter un mode de vie dans les centres et, de plus en plus, dans les régions éloignées. Cette pratique vise à établir des habitudes de surconsommation et de valorisation des produits culturels du centre. Mattelart élabore aussi une dimension régionale. Par l'entremise des différents groupes sociaux en Amérique du Sud, Mattelart relie la séparation entre producteur et consommateur. Il perçoit ces groupes non pas comme de simples consommateurs mais comme des producteurs de valeurs et d'informations.

La sphère du culturel consolide toute l'analyse de Mattelart en abordant la participation des individus et des groupes dans la prise de décision et la mise en application de la technologie de l'information :

Ce qui manque (...) c'est la possibilité pour l'individu de participer à l'élaboration des règles du jeu qui président à cette décentralisation. Ce qui ne fait pas l'objet d'une discussion, comme pas préalable à l'utilisation, c'est le type de technologie qui doit être adapté. Ce qui ne se demande pas, c'est si l'informatique est bien la solution aux problèmes existants à un moment donné. Enfin de compte ce qui n'est nullement encouragé c'est la participation réelle des différentes composantes de la société civile à la définition des usages sociaux de ces technologies (Mattelart, Schmucler, 1983:186).

Si les différentes composantes de la société civile ne sont pas engagées dans le processus décisionnel, comment pourraient-elles l'être dans l'utilisation de la technologie des communications; ceci encourage plutôt la passivité devant un fait accompli. L'organisation et la gestion des radios dans les pays en voie de développement ont été élaborées d'après le modèle américain avec tout le support commercial et par la suite, transplantées à l'intérieur des pays qui n'ont eu qu'à accepter cette forme de diffusion et de financement. Les groupes ne doivent non seulement avoir accès à l'information mais ils devraient aussi avoir le droit de la répandre. L'information est une connaissance qui se transforme en pouvoir pour celui qui la possède et tout particulièrement pour celui qui la diffuse et la transmet.



### -Droit à l'information

En effet, le rapport MacBride souligne que certains principes de la liberté d'information ne sont pas appliqués, tels que le droit de rechercher et de répandre l'information. Cette situation reflète la structure des media occidentaux, visant surtout le droit de consommer l'information :

Dans la plupart des pays cette mainmise sur les moyens d'impression de plus en plus onéreux et surtout sur les nouveaux média, radio et télévision, condamne tout ceux qui ne disposaient pas des moyens financiers nécessaires à la mise en oeuvre d'une liberté qui ne leur appartenait plus dès lors qu'en théorie (MacBride, 1980:24).

Selon le rapport MacBride, la coexistence entre les media de masse et "petits" media est souhaitable puisqu'ils cumulent différentes fonctions. L'utilité des "petits" media serait de favoriser l'effort de développement local de même que les activités sociales et politiques. L'importance de cette orientation relève du fait que l'information n'est pas un bien ou un produit comme les autres, son médium et ses messages ne peuvent pas être neutres, ils s'inspirent d'une organisation sociale déterminée et, sous le masque de l'objectivité, imposent un ordre des choses.

L'information proprement dite ne peut se passer ni de normes éthiques et sociales, ni de valeurs spirituelles et culturelles. C'est pourquoi nous nous préoccupons, avec l'opinion publique internationale en général, des problèmes relatifs aux structures de la propriété, de la gestion et du contrôle de la communication et de leurs conséquences aux niveaux national et transnational (MacBride, 1980:14).

-Libre circulation et traitement de l'information

Deux autres préoccupations soulignées dans le rapport MacBride recourent celles de Mattelart : le déséquilibre (quantité/qualité--news values) de la circulation de l'information et la valeur de l'information comme valeur culturelle mais également comme structure de la propriété et du contrôle de l'information :

The legacy of the MacBride Commission will inevitably be a continuation of the debate and its general invasion into the whole sphere of international relations. This is no bad thing for the question of information now lies at the heart of the world economy and cannot be separated from the other conflicts and issues of which international and national politics are composed (Smith, 1980:14).

Cette imbrication des politiques et de l'économie rend la tâche d'autant plus ardue pour le développement autonome puisqu'il faut agir à tous les niveaux en même temps. Selon ledit rapport, plusieurs phénomènes peuvent amener une standardisation et une uniformisation, notamment les contraintes du marché, la concentration des media et des ressources entre les mains d'un petit groupe et le courant descendant d'une minorité vers la base. La manipulation de l'information est un sujet controversé et fragile, parce que son contenu n'est pas universel. C'est dans ce sens que les politiques gouvernementales des pays receveurs visent à protéger l'identité de la nation. Dans un premier temps, il faut posséder la capacité de produire et de reproduire cette identité culturelle (système d'éducation national, publications dans la langue nationale,

programmes...)). Dans un deuxième temps, la protection de cette identité contient des risques puisque la démarcation entre censure et manipulation politique n'est pas claire. Selon Smith, dans The Politic of Information, le débat ouvert par le rapport MacBride sur la circulation/restriction du flux d'information transfrontière démontre bien le tiraillement subi par les pays en voie de développement. Ceux-ci sont perçus dans une position politique instable et exercent des restrictions sur les media.

Toujours selon Smith, les pays socialistes ne permettent que les informations reliées aux objectifs nationaux (tels que définis par ceux-ci). Il semble alors que les pays en voie de développement dits "instables" devraient suivre cette orientation politique, afin de permettre un développement autocentré. Etant donné qu'il existe aux Etats-Unis, une séparation du pouvoir entre les propriétaires des media et le gouvernement (séparation officielle), les américains dénoncent cette orientation par la logique du libre-échange : le contrôle du marché de l'information n'est pas une solution valable et encore moins viable. Est-il possible de parler d'alternative pour les pays en voie de développement? Le Nouvel Ordre International de l'Information suscite des débats et ressemble plutôt à un projet utopique.

Pourtant des noyaux de résistance se fortifient afin de formuler des revendications et de tenter d'adapter les moyens de communication à leurs besoins.

La circulation à sens unique du flux d'information impose une structure des communications et sous-tend une gamme de valeurs désignées sous le vocable "d'objectivité". Il ne s'agit pas de débattre le rôle quelquefois ambigu des rédacteurs et des éditeurs mais de voir les changements que les nouvelles tentatives proposent. Puisque les productions locales et régionales sont encore trop restreintes pour qu'il y ait ré-équilibre, elles pourraient alors contrecarrer tout au moins l'intrusion des media occidentaux. Des media alternatifs, ayant pour but de promouvoir la culture et la diffusion des informations régionales et nationales, contribueraient à une prise en charge plutôt qu'à l'abrutissement produit par les media commerciaux.

La radio n'informe guère et n'éduque pas : sa seule tâche est de distraire, d'assurer une fonction d'évasion par des émissions de faible qualité (...)  
La radio continue de véhiculer les modèles de consommation sophistiqués qui sont proposés à des publics aux revenus modestes déterminant des attitudes psycho-sociales et des comportements hostiles à des transformations révolutionnaires. Elle contribue à une relative homogénéisation des publics socio-culturels, mais aussi à la formation d'un syndrome conformiste (CNRS, 1979:64).

Toutefois, les media peuvent agir dans le sens contraire et contribuer à une prise en charge et à une autonomie que la nouvelle technologie peut certainement aider. Ces éléments seront détaillés dans le troisième chapitre. Tout d'abord voyons certains concepts qui serviront à mieux comprendre la pénétration culturelle.

DEUXIEME CHAPITRE:  
LE PROCESSUS DE LA PENETRATION CULTURELLE

A) L'industrie culturelle

Dans le domaine du culturel, plusieurs facteurs mènent à une uniformisation. Même le terme "industrie culturelle" indique cette expansion massive qui s'opère par une standardisation. On pourrait aussi l'appeler la "culture industrielle" puisqu'elle vise le support du commerce, de la consommation de biens culturels (films, émissions, presses, arts et les biens de consommation) et, par conséquent de l'industrie.

-L'action culturelle

Les transferts des communications dans les pays en voie de développement se pratiquent de plusieurs façons et impliquent les divers paliers du secteur public et du secteur privé. Les firmes transnationales et les grandes industries américaines dominent le marché international et alimentent une poussée technologique par un capital accumulé aux dépens des pays en voie de développement. Comme on l'a souligné dans notre partie sur le libre-échange, ce processus a des racines historiques et a contribué à augmenter la disparité entre les pays pauvres

et les pays riches. Afin de remédier à cette situation les Etats-Unis se sont donnés comme tâche de moderniser certains secteurs économiques des pays en voie de développement. Pour les pays du centre il est évident que la technologie est porteuse de progrès économique et social. Selon Eudes, ces transferts ne sont pas uniquement liés à la modernisation, ils renvoient à un mode de vie et à un mode de consommation qui sont complétés par d'autres interventions.

#### B) Le processus de pénétration et de l'uniformisation

Vitalis, professeur en science politique à l'Université de Nante, se réfère surtout au système d'information utilisé par les gestionnaires et les administrateurs, mais je crois que l'on peut étendre ces concepts à l'usage des media et des communications. Il élabore trois concepts soutenant l'uniformisation culturelle, soit la normalisation, l'intégration et la rationalisation. Reprenant Canguilhem dans Le normal et le pathologique, Vitalis définit la normalisation comme étant la réduction des différences qui facilitent le contrôle;

normer, normaliser, c'est imposer une exigence à une existence, à un donné, dont la variété, le disparate s'offrent au regard de l'exigence, comme un indéterminé hostile plus encore étranger (Vitalis 1981:63).

Selon Vitalis, cette normalisation engendre donc deux conditions : premièrement que les systèmes d'information (dans le sens large du terme) "n'ont de véritables intérêts que dans un milieu standardisé façonné par la technique" (Vitalis, 1981:62); et deuxièmement que ces systèmes d'information ne peuvent se développer que par une homogénéité croissante c'est-à-dire par une normalisation grandissante (l'auteur nous donne l'exemple du langage en informatique).

Si les modes alternatifs de communication et le concept d'autodéveloppement sont considérés comme marginaux et sont développés en parallèle avec des systèmes prédominants, il apparaît clairement qu'ils rencontrent des obstacles difficilement surmontables. La technologie dans les pays en voie de développement ne repose pas sur une technique élaborée par eux et elle n'est pas située dans un environnement où il y a une infrastructure technique. Ces modèles alternatifs ne suivent donc pas les modèles connus et exploités jusqu'à maintenant; ils sont souvent considérés comme hostiles par les pays impérialistes selon l'analyse de Vitalis. C'est ainsi que la position endossée par l'UNESCO en 1972, qui déclare qu'un gouvernement a le droit de contrôler son propre espace de radiodiffusion, fait place à la controverse.



Comme Schiller (1974) l'explique, plusieurs personnalités de la presse écrite et de la radiodiffusion contestent cette position, dont Robert Sarnoff, président de Radio Corporation of America :

"Nearly everywhere, narrow national concerns still come first" (Schiller, 1974:113). Pour Sarnoff, il faut rechercher un engagement pour protéger les libertés dans l'échange des idées et des informations et selon lui, la position prise par l'UNESCO ne respecte pas les libertés de la radiodiffusion.

Ainsi la volonté d'intégration va donc récupérer les modes alternatifs en transmettant les désirs et les motivations pour être dans les normes :

Ainsi les média sont des systèmes de pouvoir mais non sous forme d'appareils disciplinaires, sous forme d'appareils de gestion, d'organisation, de régulation, d'intégration et de normalisation. Et ils n'agissent pas par discipline mais par séduction et motivation (Allemand, 1980:242).

C'est sans contredit cette volonté d'intégration et de normalisation, orientée par la recherche-développement et par les politiques des Etats industriels, qui détermine l'orientation de la technique que l'on connaît/aujourd'hui: standardisation des formats; du langage, de la connaissance, de l'information etc. La rationalisation propose cette orientation et présume que le choix même de l'information au premier plan des media est satisfaisant, c'est-à-dire qu'il met sous nos yeux des problèmes et des enjeux de l'actualité.

Est-ce dire que cette information médiatique nous apporte une connaissance et une compréhension de l'actualité à l'étranger et au pays? Le rôle des media d'information n'est pas toujours rempli bien qu'il y ait des exceptions. Il y a une rationalisation du temps (d'ondes) et de l'espace (presse écrite). Le temps et l'espace sont restreints, d'une part, par la rentabilité afin de laisser libre des aires pour la publicité et, d'autre part, par des normes qui stipulent qu'une nouvelle ne devrait pas dépasser un certain nombre de minutes ou de lignes pour ne pas lasser le lecteur ou l'auditeur, comme si l'information ne servait qu'à divertir. C'est donc dû à ces restrictions et à cette rationalisation que l'information nous parvient par petites brides, voire même par des flashes, entraînant ainsi une information incomplète et hors contexte.

Ces trois concepts nous aident à comprendre le processus par lequel s'engage la diffusion culturelle. "Le savoir accumulé, la rétention des informations peuvent effectivement constituer des sources de pouvoir. Mais plus fondamentalement peut-être, le type d'information dont use un pouvoir aide à le caractériser" (Vitalis, 1981:6). Un autre concept important est celui de la valorisation : valorisation des techniques et des produits du centre. Par exemple, les grosses productions américaines sont présentées à travers le monde, et sont perçues comme étant l'apogée.

Pour un grand nombre de jeunes Latino-Américains, l'environnement matériel et culturel de leur pays n'est qu'une 'mauvaise copie' de la société avancée, surtout celle des Etats-Unis. Quand ils ont la possibilité de faire leur vie au coeur de ce qui est pour eux la société idéale, ils n'ont aucune raison de rester sur une voie qui diminuerait leur perspectives individuelles (Herrera, 1978:138).

C'est ce que l'on appelle la valorisation d'un monde avancé et du rêve américain. C'est ainsi qu'un rebelle argentin du nom de Aldo Rico fut surnommé Rambo (Le Devoir, 18 janvier, 1988). Comme si le folklore ou la culture argentine n'avait pas de ressources ni de mémoires. A cet effet, Antonio Pasquali révèle les résultats d'une étude du psychologue Santoro sur la création des stéréotypes à la télévision au Venezuela : "The child's hero was North American in 86.3 per cent of the cases and Venezuelan in 7.9 per cent (...)" (Pasquali, 1975:63). Il faut qu'il y ait une influence du Nord suffisamment forte et une intégration des valeurs américaines assez profonde pour entraîner de tels résultats. La normalisation et la volonté d'intégration sont contenues dans la rationalisation et constituent des éléments du processus de la pénétration culturelle. Dans les pays en voie de développement, ce processus semble très présent, que ce soit à l'intérieur de la culture populaire ou celle de l'élite. Cette rationalisation permet une plus grande cohérence et une efficacité accrue : la logique qui sous-tend les réseaux de communication en est une qui est le fruit de l'industrialisation; produire plus, à un coût moindre tout en élargissant le marché de consommation.

C) "Free Flow" libre circulation

Pour Schiller (1974), la montée de l'impérialisme et la promotion de la politique du "free flow" de l'information ne sont pas dues au hasard. Dans son analyse, Schiller examine le jeu des grandes agences de presse pour démontrer la stratégie utilisée pour la domination : les agences de presse et les maisons d'édition ont organisé une campagne politique pour faire reconnaître l'importance du "free flow" au niveau national et international :

When the output of the communications industry is substituted for the creative outputs of individuals in the "free flow" tenet, international commerce in ideas is falsely put on an individualized basis and associated with maximizing human personal benefits by increased contacts. Nation which do not accept this blending of individual and corporate activity are regarded as offenders against the liberty of the mind (Schiller, 1974:113).

La libre circulation de l'information est recherchée pour le ré-équilibrage, bien qu'elle sert souvent de motif pour pénétrer les marchés dans les pays en voie de développement.

This serve a handsome pair of objectives. It rallied public opinion to the support of a commercial goal expressed as an ethical imperative. Simultaneously, it provided a highly effective ideological club against the Soviet Union and its newly created neighboring zone of anticapitalist influence (Mattelart, 1979:347).

Le temps manque aux pays de la périphérie pour mettre sur pied leurs propres media : les multinationales des communications croissent dans les aires libres des pays du

Sud et procèdent à un discours de la libre circulation des idées, des informations comme un instrument vital au développement de la périphérie.

D) Le savoir-pouvoir

Selon Poulantzas c'est la réunion de l'idéologie dominante et du savoir-pouvoir dont l'Etat s'empare. Il la légitimise et la reproduit par ses institutions. De par sa matérialité, l'Etat comporte la spécialisation-séparation des appareils d'Etat (armée, justice, administration...) par rapport au procès de production, c'est-à-dire qu'il y a concrétisation du travail intellectuel dans ces appareils orientés par un savoir spécialisé. L'Etat adopte un rôle organisationnel envers les classes dominantes et un rôle de régulateur envers le reste du tissu social. Selon Poulantzas, l'Etat monopolise le savoir et émet un discours inscrit dans l'idéologie dominante : "Les appareils sont fondés dans leur ossature sur une exclusion spécifique et permanente des masses populaires situées du côté du travail manuel et qui y sont assujetties par le biais de l'Etat" (Poulantzas, 1978:61).

La monopolisation du savoir par l'Etat organise et détermine la direction de l'Etat en excluant les masses populaires de travailleurs manuels et matérialise le travail intellectuel dans les appareils d'Etat.

C'est l'appropriation du savoir qui confère un pouvoir à celui ou à ceux qui le détiennent. La nature du travail manuel tend à changer, à prendre des formes différentes. En effet, la technologie engendre des besoins dont celui d'une main-d'oeuvre ayant reçu une formation. C'est la montée du technicien que décrit Ellul. Cette main-d'oeuvre spécialisée se développe en occident et très peu dans les pays du Sud en raison du manque de ressources et de formations. La division internationale du travail repose sur la spécialisation créée par l'appropriation des connaissances qui se transforme en pouvoir. L'Etat légitimise ce pouvoir et, comme nous le verrons, elle le perpétue.

#### E) La décentralisation-centralisation

C'est alors que la centralisation étatique excessive peut devenir vulnérable, et tout ce qui peut échapper à cette centralisation se définira à son opposé. Pour Nora-Minc, il est possible de récupérer ce mouvement par une "stratégie de décentralisation et de contre pouvoir" (dans Bihr et Heinrich, 1979:151). Il faut intégrer les forces contraires à l'Etat dans ce processus de quadrillage informatique :

La structure du réseau télématique et la nature des moyens informatiques qui le constitueront seront telles que tout point périphérique sera certes en mesure de disposer de toutes les informations

nécessaires pour prendre une décision dont l'enjeu et la partie resteront locaux à conditions toutefois de recourir aux moyens (...) dont le centre aura le monopole (Bihl et Heinrich, 1979:152).

Selon Bihl et Heinrich l'Etat décentralisé-centralisateur structure une forme de contrôle désirable pour préserver les pouvoirs déjà existants : les informations transmises par la périphérie enrichiront les banques de données centrales et renforceront la centralisation et la rationalité de l'Etat. C'est de la même manière que les pays en voie de développement transmettent de l'information qui est traitée et diffusée par les grandes agences de presses occidentales dans les pays du centre et qui viendra gonfler ses banques de données. L'autonomie apparente masque l'aliénation de la pratique des sujets sociaux. En fait, les mécanismes de domination deviennent plus subtils. Le flux d'information en témoigne, dans une certaine mesure, car la domination économique et culturelle ne passe pas par des interdictions et par des restrictions sur le flux des échanges. Elle se manifeste plutôt par l'ouverture des frontières culturelles. Tous peuvent diffuser l'information quoique peu de pays en voie de développement en possèdent les moyens : le flux d'information du Sud vers le Nord existe, mais lorsque l'information est traitée par le centre et est retransmise dans le pays en question elle subit une distorsion dans son traitement.

Un autre phénomène qui contribue à masquer la domination est celui de la propriété des moyens de communication. Comme nous l'avons mentionné dans la définition de la communication, l'accès à l'information est un droit fondamental, et la diffusion en est aussi un, bien qu'elle ne soit pas pour autant accessible. Car la diffusion demande des ressources en capital. L'individu de même que plusieurs pays en voie de développement n'ont pas le capital nécessaire pour contrer la diffusion des media de masse et des grands "networks".

#### F) Développement autocentré

Ce qui manque c'est une structure adéquate apportant un support pour résoudre ou améliorer la situation afin de répondre aux besoins fondamentaux.

(...) besoins fondamentaux (basic needs), développement autocentré (pour self reliant) et technologie appropriée. Il nous semble que ces trois concepts sont fonctionnellement liés: le développement autocentré n'est préférable aux autres stratégies de développement (...) que s'il permet de satisfaire les besoins fondamentaux du plus grand nombre et c'est dans cette perspective que les choix de technologie appropriée trouvent un sens. En effet, c'est seulement si la technologie appropriée se trouve insérée dans la stratégie de développement autocentrée que les deux questions qu'elle soulève (appropriée à quoi, et à qui?) peuvent recevoir une réponse (Madeuf, 1983:57).

Pour les pays en voie de développement, une technologie appropriée peut également vouloir dire un ensemble de techniques adaptées à une situation industrielle et



sociale, où la main-d'œuvre est abondante mais pas nécessairement qualifiée.

L'orientation du développement donnée par les pays industrialisés représente des politiques en réponse de certains facteurs et problèmes. Cet ensemble de techniques ne peut pas être reproduite dans un autre pays avec la même efficacité étant donné que la situation n'est pas identique.

Selon Partant, "un pays s'enrichit quand il s'industrialise, à la condition que son industrie s'autodéveloppe, et qu'elle fournisse aux autres secteurs les moyens techniques de leur propre développement" (Partant, 1982:48). Voilà un élément clé, celui de l'auto-développement, non pas le développement qui passe par le centre pour importer le savoir-faire, mais un auto-développement défini par les pays de la périphérie. Ces pays peuvent aller chercher ce dont ils ont besoin pour mettre sur pieds des projets, tant économiques que sociaux, afin de compléter un savoir-faire. En fait, l'une des caractéristiques fondamentales de la technologie est son pouvoir de création. Elle se prolifère à deux niveaux; comme moyen de production et comme producteur des moyens de production. Tout comme la communication, la technologie devient un outil de travail pour produire une valeur d'usage et elle en est la finalité.

Elle génère donc par elle-même d'autres moyens de production et devient ainsi producteur.

-L'effort de développement et modèle de développement

Les américains ont su combiner, dans cette course au développement de la technologie, les efforts gouvernementaux et les efforts du secteur privé par le biais de subventions et d'accords. Il faut soulever ici les intérêts officiels du gouvernement à aider les pays en voie de développement par un transfert d'une connaissance et d'une technologie. Les intérêts réels du gouvernement sont autres : ceux-ci visent une rationalité commerciale par le biais de réseaux internationaux du marché :

En tant que forme organisationnelle de base d'un procès de production à échelle mondiale, elles (firmes transnationales) sont en ce sens les assises d'un système culturel, politique et économique, et leur réseau de connexions naturelles ne relève pas d'une stratégie de complot, mais d'une logique de développement et de reproduction des conditions de ce développement (Mattelart, 1982:34).

Cette collaboration entre le privé et le public permet l'élaboration d'un support matériel pour l'expansion culturelle et la diffusion des biens culturels à travers le monde. Cette pénétration par les systèmes de communication dans les pays en voie de développement crée des aptitudes et des attentes qui favorisent la création de nouveaux besoins. Besoins d'un rapprochement avec la modernisation des pays industrialisés, ne serait-ce que pour masquer le fossé grandissant entre le Nord et le Sud.

Cette "modernisation" favorise l'élite locale et les classes supérieures plutôt que de répondre aux besoins des régions plus défavorisées.

Aussi, la recherche pour les nouvelles techniques est loin de jouer un rôle secondaire pour parvenir à la domination du marché. L'alliance du privé et du public, décrite chez Eudes, recherche la suprématie permettant de contrôler les flux d'information. Cette alliance, qui se pratique fort bien aux Etats-Unis, provoque le développement d'un type de technologie, qui semble pour plusieurs, non seulement le seul choix valable mais où l'on tente d'évacuer toutes autres formes d'alternative pour le développement. Aussi il n'est pas surprenant de constater que la recherche-développement est répartie de façon inégale : "en 1973, on estimait que les pays développés --y compris les pays socialistes d'Europe-- concentraient près de 97% des dépenses en recherche-développement et 87% des chercheurs" (Perrin, 1983:36). Le développement technologique crée donc un apport important dans les sociétés industrielles car il s'agit désormais d'une course internationale au développement technologique où les leaders se verront offrir la possibilité d'une domination des marchés. Pour les pays du centre cette domination n'est pas considérée comme telle; elle est un moyen d'aider au développement des pays périphériques.

En ce qui concerne les pays en voie de développement, cette aide et le transfert technologique engendrent souvent plus de problèmes qu'ils n'en résolvent.

Comme Eudes le soulève, les pays occidentaux se sont donnés une mission civilisatrice, soit d'aider les pays en voie de développement. Selon Partant, le modèle de développement des pays industrialisés est représenté comme le seul modèle viable :

Mais enfin l'idée que les pays du Tiers Monde peuvent et doivent se développer comme les pays industrialisés par recours aux mêmes moyens techniques, afin d'atteindre des résultats comparables, est entretenue par la science économique telle que l'université l'enseigne (Partant, 1982:27).

Un modèle de développement autogéré et autodéterminé par le pays en question devient alors une tâche ardue. Ellul le démontre bien en indiquant deux modèles de développement en compétition. Deux modèles différents qui, en réalité, ne le sont pas puisque les résultats sont similaires. Il s'agit, dans un premier temps, du modèle impérialiste prôné par les Etats-Unis, et qui tente de l'implanter dans les pays du Tiers-monde. Lorsqu'un pays tente de se tourner vers un développement différent, le modèle communiste, prôné par l'URSS, est prêt à l'accueillir. Au niveau des communications le phénomène est similaire. Les Etats-Unis produisent une diffusion plus subtile mais qui a le même effet que la propagande directe faite par l'URSS. Malgré tout, il est possible d'élaborer sur les media alternatifs et notre prochaine partie y sera consacrée.

L'analyse de cas nous permettra d'y voir plus clair dans la domination culturelle et ses multiples formes. Par la suite nous verrons comment les media alternatifs peuvent former des flots de résistance au système de communication et comment ils peuvent contribuer à un développement plus global.

### TROISIEME CHAPITRE

#### ETUDES DE CAS SUR LA RADIO

Dans ce chapitre, des études de cas seront élaborées afin d'illustrer la pénétration des media occidentaux, de manière pratique. Les valeurs véhiculées à l'intérieur des media s'imposent aux pays en voie de développement, mais de quelles façons exactement? Ces études de cas nous aiderons surtout à démontrer l'importance de traiter les communications comme un ensemble, soit le hardware-software, et son support commercial englobant un mode de vie et un savoir-faire technique développés en occident.

Pour ce faire, l'étude de cas sur le Brésil portera sur les bases des mass media à l'intérieur d'un pays en voie de développement. On fait référence à l'élaboration, et à l'implantation en rapport avec une méthode de gestion et de financement (la publicité) que l'on retrouvait à l'origine, et encore aujourd'hui, dans les pays du centre.

Le cas du Chili servira à démontrer que la publicité joue un très grand rôle dans la vie quotidienne. Les auteurs nous font part de certains changements qui semblent être entretenus par la place prépondérante qu'occupe la publicité dans les media.

Le cas du Mexique illustrera l'origine du contenu des programmes : la proximité du Mexique le rend plus vulnérable à l'expansion du marché américain et à sa valorisation.

Nous nous proposons de voir aussi la radio éducative comme mode alternatif de communication, c'est-à-dire comme un instrument de prise en charge et de développement culturel. Les études de cas sur la radio éducative du Brésil et surtout de la Colombie laissent présager un tel développement mais, comme nous le verrons, le manque de support par des politiques favorables et par un financement adéquat diminue les possibilités de succès des tentatives alternatives. En Colombie, par exemple, la pratique démontre que les groupes sociaux sont peu engagés et que même les expériences alternatives peuvent être rapidement récupérées par le pouvoir.

Seule, l'analyse de cas du Pérou nous permet d'avancer qu'il est possible pour la culture autochtone d'infiltrer ses propres media. En fait, le cas du Pérou démontre bien la possibilité d'une résistance culturelle émanant de la base sociale.

#### Les caractéristiques de la radio

Cette partie portera surtout sur la radio car, comme on l'a déjà expliqué, celle-ci reste le media le plus répandu en Amérique du Sud.

Avant tout, la radio n'exclut pas l'analphabétisme (comme les media écrits) car le taux d'analphabète reste assez élevé malgré les tentatives d'éducation. De plus, la radio est un médium flexible de par sa technologie : elle peut être supportée par une technologie de pointe et s'étendre en "networks" avec des revenus importants (radios commerciales). Par contre, elle peut aussi être très rudimentaire et ne pas nécessiter de gros investissements. En effet, il s'agit d'un émetteur d'une certaine puissance et de récepteurs peu coûteux afin de recevoir les émissions.

Comparativement aux media techniquement plus développés, comme la télévision, les messages et les émissions transmis par la radio sont du même ordre, c'est-à-dire qu'ils adoptent à peu près des formats et des formules similaires. Le contenu véhiculé par la radio n'est donc pas si différent de celui de la télévision puisque l'origine des émissions provient de l'étranger tout comme la musique et les produits annoncés par le biais de la publicité (annexe 1). On pourrait même dire que la radio, parce qu'elle n'a pas le support visuel, est moins envahissante et n'a pas un impact aussi puissant que celui accordé à la télévision. La radio n'agit pas indépendamment des autres media; elle poursuit le même but et se situe dans la même perspective.



C'est pourquoi des références à la presse écrite et à la télévision seront présentées afin de démontrer la cohérence, ainsi que la tradition médiatique occidentale répandue dans les pays d'Amérique du Sud.

Malgré tout, plusieurs études démontrent que la radio, et son support commercial, est surtout utilisée comme moyen de divertissement léger et qu'elle encourage l'abrutissement plutôt qu'une prise en charge.

Parce que les monographies sont souvent plus descriptives qu'analytiques il est hasardeux de tirer des conclusions. On peut, néanmoins, élaborer sur certaines observations et reprendre certaines critiques faites par Mattelart et Eudes.

#### A) Le cas du Brésil et la diffusion culturelle

A travers l'histoire du Brésil et de l'Amérique Latine en général, certains faits, souvent négligés, démontrent bien les racines du transfert communicationnel et culturel. Dans Communication Policiés in Brazil, Nelly De Camargo reprend quelques exemples qui démontrent bien le cheminement qui s'est effectué au Brésil dans le domaine des communications depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle. La presse brésilienne à cette époque incorporait la littérature à l'actualité en publiant les chapitres des grands romans brésiliens. Le taux d'analphabétisme étant très élevé, des soirées de lecture furent organisées.

Vu le succès de ces soirées, des entrepreneurs brésiliens introduisirent des romans étrangers, surtout français. Graduellement la littérature autochtone s'effaçait devant les oeuvres étrangères. Cette substitution avait aussi des répercussions dans le contenu des romans étrangers car ceux-ci ne reflétaient pas la réalité brésilienne : "From this moment on, one can follow the track of foreign 'canned' material in the Brazilian mass media" (De Camargo, 1975:16). Grosso modo, c'est ainsi que se déroula les premiers pas de la pénétration culturelle étrangère sur le Brésil contemporain. En effet, d'après les données recueillies par l'auteur, 57% des programmes télévisés proviennent actuellement de l'étranger. Qui plus est, 43% des programmes produits au Brésil, 34% proviennent de matières étrangères mais sont édités par des stations brésiliennes (par exemple Sesame Street). Finalement sur 109 hrs de programmation télévisuelle, 31 hrs sont produites par des brésiliens et 78 hrs à l'étranger.

La radio, quant à elle, a connu une expansion préalable à la télévision : 944 stations se sont répandues sur l'ensemble du pays (De Camargo, 1975:31).

Par ailleurs, l'avènement de la télévision et sa popularité obligea les gérants de radio à définir des populations cibles, déterminées par les sondages : dans les marchés plus importants, des sondages mensuels sont conduits pour connaître les goûts de la clientèle.

Radio shows signs of change. Investments in equipment and specialized schooling demonstrate the purpose of adjusting the medium to its new position among the media. Radio has always been a tool for development and national integration. The need for a correct evaluation of its potentiality is being discussed (De Camargo, 1975:52).

Paradoxalement l'auteur souligne que les préférences peuvent être conditionnées par la publicité qui émerge des intérêts derrière la radio (vente de disques, promotion de produits, sponsorisation...) comme une sorte de programmation du culturel aspirant à un niveau de vie plus élevé sinon différent. Pour l'auteur, la radio doit être utilisée pour des fins de développement c'est-à-dire comme un outil servant à la créativité en tenant compte des besoins réels et du cadre culturel. Car, il ne faut pas oublier que la radio est l'un des media les plus efficaces puisque 80% des familles possèdent un récepteur radio.

Au Brésil, comme dans l'ensemble de l'Amérique du Sud, la technologie des communications s'est développée à partir du modèle américain. Ce n'est que vers les années 30 et 40 que le<sup>er</sup> modèle, connu aujourd'hui, s'est implanté pour de bon sous le contrôle des multinationales nord-américaines. A cette époque, c'est surtout au niveau de l'infrastructure que le tout s'est mis en place pour ensuite, vers les années 50, obtenir le support de la télévision et de l'activité accrue du système publicitaire.

Plusieurs éléments entrent en jeu dans l'élaboration des communications de masse : la provenance des programmes, la propriété des réseaux médiatiques et des agences de publicité, la diffusion des biens de consommation en général et la commercialisation des biens reliés directement à la technologie. Ce sont ces divers éléments que nous analyserons brièvement ci-dessous.

-La propriété des media et les multinationales

Parce que la télévision demande des investissements importants pour établir un réseau, des ententes financières et techniques furent élaborées entre les Etats-Unis et l'Amérique du Sud :

By 1968, Wordvision (ABC Network) operated in twenty seven countries (of which twelve were in Latin America and one in the Netherland Antilles), utilizing 64 transmitting stations (12 of which were in Latin America), reaching an estimated total of twenty million households (Rogoff, 1980:14).

Ces ententes ne sont pas restreintes aux différents propriétaires des media. Elles impliquent aussi des multinationales produisant des biens comme des téléviseurs et des radios :

RCA, NBC's parent company, produces and imports most of the television stations' equipment and spare parts, as well as television sets and a whole range of electronic products, records, etc. in the four major continental markets, Argentina, Brazil, Mexico and Venezuela (Rogoff, 1980:15).

On peut donc dire qu'une assistance technique et financière favorise le transfert d'un "hardware" du Nord vers le Sud. C'est cette infrastructure qui permet la pénétration des programmes et des produits dans les pays en voie de développement et qui favorise une dépendance économique du Sud envers le Nord.

#### -Zones franches

Les zones franches, quant à elles, sont utilisées par les pays en voie de développement comme un moyen pour attirer les investissements et, par la même occasion, pour favoriser le développement économique de la région. Comme nous le verrons, la création de ces zones ne donne pas les résultats attendus.

La zone franche de Manaus, en Amazonie, fut instaurée dans ce but et afin d'offrir un développement autocentré. L'établissement de la structure industrielle de la zone franche offre de nombreux avantages aux firmes transnationales : libre importation de la marchandise, exemption fiscale ..., tel que promues par UNIDO (organisme des Nations Unies d'encouragement de l'industrialisation). Même si ces mesures sont considérées comme des avantages, elles ne mènent pas nécessairement vers une autonomie régionale plus grande. Selon le CNPQ (Centre National du Développement Scientifique et Technologique du Brésil), cette zone franche a très peu à voir avec l'économie de la

région. Les réflexions de Marcio Souza, originaire de la région de Manaus soutiennent le CNPQ :

Ce qui impressionne le plus dans le cas de la zone franche de Manaus, c'est la façon dont la dictature a mis une ville tout entière, y compris la population, sans lui demander son avis, au service des intérêts du capital monopoliste international (Mattelart, Schmucler, 1983:51).

Les industries profitent de ces zones franches de même que de la main-d'oeuvre non spécialisée à bon marché. La main-d'oeuvre spécialisée, elle, est difficile à obtenir et est donc d'origine étrangère. C'est aussi un moyen pour le capital étranger d'infiltrer le marché. Dans la zone franche de Manaus par exemple les téléviseurs et les radios qui y sont fabriqués, répondent à 85% de la demande nationale, de plus, ces appareils sont aussi vendus au Mexique, à l'Argentine et au Venezuela. Quant à la radio, elle ne requiert pas nécessairement un "hardware" aussi élaboré que la télévision. Malgré tout, ce qui en résulte c'est une tendance vers la monopolisation et surtout d'un usage accru du support publicitaire :

Latin America is the supreme living illustration of the fact that the system of handing over broadcasting of private enterprise is, without any doubt, the one that produces the worst results in cultural and social terms. In almost half a century, in fact, privately operated Latin American radio broadcasting has not succeeded in serving all the inhabitants of the countries in which it operates; it has become the overt instrument of compulsive, commonplace transculturation (...) (Pasquali, 1975:67).

En effet, selon Pasquali la prolifération des stations radiophoniques en Amérique Latine indique que dans les centres urbains (60% de la population) il y a une surabondance de diffusion et que dans les milieux ruraux (40% de la population) la quantité et les heures de diffusion restent très limitées.

Des radios comme le Service de Radio Educative au Brésil commencent à se répandre. En 1970, ce service instaure le projet MINERVA qui a comme but d'apporter une complémentarité aux cours primaire et secondaire en offrant des cours supplémentaires et des émissions culturelles pour toutes les personnes intéressées. Des ressources humaines (605 superviseurs) et matériels (documentations) complètent la programmation. Ce projet semble très accessible et largement diffusé, mais suscite-t-il l'intérêt et la participation de la population visée? De Camargo ne donne pas une évaluation de la participation face à ce projet. L'auteur nous donne plus un compte rendu détaillé de la situation des communications au Brésil. Comme nous le verrons dans le cas de la Colombie, la radio éducative rencontre certains problèmes que De Camargo n'aborde pas.

## B) Le cas du Chili et le rôle de la publicité

L'analyse des media de masse pose certaines difficultés qui peuvent être attribuées à la complexité des relations entre différents éléments : les multinationales des communications (propriétaires de stations de radios, de télévisions, de journaux et de networks), la publicité comme mode de financement d'un media, laquelle repose sur la vente de bien de consommation, et, les agences de publicité qui créent une motivation chez le public.

Aussi,

Le rapport de la publicité avec les médias, la grande industrie, les entreprises commerciales et les services, est basé sur le rôle même que joue la publicité. Elle intervient de plus en plus entre le producteur et le consommateur, entre la production des biens et la constitution symbolique de la marchandise (Capriles, 1982:71).

La place tenue par la publicité consiste à créer le désir et le besoin d'une consommation de produits et de biens très souvent superflus. De façon implicite c'est autant ce rapport qui est visé par notre recherche. Le fait d'écouter à la radio des émissions étrangères ne constitue pas uniquement le phénomène de la pénétration culturelle. La publicité y joue un grand rôle car elle se réfère à une culture et à une société occidentale de surconsommation. Surtout, il ne faut pas oublier que la publicité et ses supports médiatiques ont été élaborés par les pays industrialisés. Selon Capriles, il existe un lien entre l'émergence de la publicité et l'économie de consommation.



Ce lien peut paraître évident, mais il a son importance pour comprendre le rapport producteur-consommateur. Aussi, dans les pays industrialisés l'offre de produits rencontre une capacité d'achat parmi la population. Mais, tel n'est pas le cas pour les pays en voie de développement puisque les produits disponibles sur le marché sont proposés à une clientèle qui ne possède pas le pouvoir d'achat du Nord. Au contraire la capacité d'achat tend à se détériorer et c'est cela même qu'il faut souligner. Seule l'acquisition de biens est valorisée. Une mentalité individualiste remplace un mode de vie communautaire et, selon Brunner et Garcia Huidobro, le cas du Chili précise bien cette nouvelle réalité :

Celui-ci (le pouvoir) n'a plus sa légitimation dans l'ordre politique où s'affrontent les masses, les organisations sociales, les partis, mais dans l'ordre de la consommation, où les individus sont amenés à se définir comme possédants avides d'acquérir (Brunner, Garcia Huidobro, 1987:30).

Selon ces auteurs, il y a un changement dans les pratiques sociales mais aussi dans la configuration de la société. Aussi, la commercialisation des médias entraîne une augmentation de la dépendance des médias envers la publicité. Selon Capriles, ces phénomènes ont eu pour conséquence d'estomper les ambitions politiques et sociales : "c'est ainsi que la dépendance économique des pays périphériques se traduit par une dépendance publicitaire, culturelle, informative, mythique, chaque fois plus unifiée, chaque fois plus absorbante" (Capriles, 1982:73).

En fait, à travers la publicité c'est le "grand rêve américain" qui est proposé aux sociétés du Sud. Selon Edmond Rogoff, les changements socio-économiques peuvent être imputés en partie aux media : "(...) ce qui s'impose à présent, c'est la recherche des satisfactions individuelles, par l'échange et la concurrence, dans un monde défini avant tout comme privé. (...) où se déploie la hiérarchie des divers consommateurs" (Brunner, Garcia Huidobro, 1987:30). C'est par le truchement de la diffusion des messages que se répand ce modèle de consommation. Ces messages tendent à normaliser, intégrer et rationaliser un monde par la valorisation des valeurs et de la technologie du Nord. La pénétration de cette culture de consommation relève de ces éléments mêmes si les conditions à la consommation ne sont pas favorables dans une société en voie de développement : le taux du PNB atteint à peine le niveau de subsistance dans certains pays pauvres.

#### C) Le cas du Mexique : analyse de contenu de la radio

En raison de sa proximité géographique, le Mexique continue d'être particulièrement influencé par le Nord. Son développement économique, politique et social a subi une influence des Etats-Unis. Il n'en est pas autrement lorsque l'on se réfère aux media.

C'est en 1921 qu'a lieu la première diffusion radiophonique et c'est en 1923 que le gouvernement fédéral mexicain émet un permis pour l'implantation de la première station de radio commerciale. La "Liga Central Mexicana" (Ligue centrale mexicaine) est alors créée et se veut une organisation pour défendre les intérêts des stations commerciales. A cette époque, une des revendications visait à ne pas diffuser les messages gouvernementaux et les messages des services publics entre 7 hrs et 10 hrs pm. (prime time) afin d'utiliser ces "spot" pour des fins commerciales : "These suggested guidelines illustrate the early institutionalisation of broadcasting as a primarily commercial medium" (De Noriega, Leach, 1979:15). Le gouvernement mexicain, qui était alors plus préoccupé par les troubles et les conflits armés internes n'a pas pu établir des normes pour réglementer la radio commerciale, laissant ainsi libres les formes d'appropriation et de programmation: "Thus almost all initial decisions pertaining to programming content and the operations of radio stations were made by private enterprise" (De Noriega, Leach, 1979:16). C'est ainsi qu'en 1932, dix radios commerciales prirent naissance à proximité de la ville de Mexico, où il existait déjà une vingtaine de stations. Ces stations profitèrent donc d'un auditoire déjà familier avec la programmation américaine :

"By 1940 there were ten long-wave commercial stations; this number was more than doubled, reaching 95 per cent of the states and totalling 205 by 1950" (De Noriega, Leach, 1979:16). La prolifération des stations mena à une plus grande compétition ce qui les obligea à définir une structure radiophonique pour conquérir un auditoire plus grand. Des affiliations et des ententes furent alors élaborées menant directement à la création de "networks" :

"In 1930 he (Emilio Ascarraga Vidaurreta, distributor and affiliate of the (RCA) Radio Corporation in America) inaugurated XEW, The Voice of Latin America, which was affiliated to the National Broadcasting Corporation (NBC), the radio division of RCA in the United States" (De Noriega, Leach, 1979:17).

Une étude conduite en 1976 sur 32 stations radiophoniques dans la ville de Mexico sur la répartition de temps de transmission révèle que 69% du temps est consacré au divertissement "light entertainment" (musique populaire, sports, comédie, roman savon), 25% au message publicitaire alors que seulement 6% est consacré à l'information (voir l'annexe 2 pour l'ensemble de l'Amérique Latine). Selon De Noriega et Leach, il existe quelques stations qui se consacrent plus spécifiquement aux informations et au radio-journal tout en diffusant de la publicité. Les problèmes rencontrés par les radios relèvent souvent du financement. L'entreprise doit se financer et non dépendre des subventions du gouvernement. Afin d'augmenter ses cotes d'écoute, elle doit aussi être divertissante et

attirer la vente du temps de publicité. "In this concept news is not a 'service' but is regarded as a form of 'entertainment' which must generate its own specific time sales" (De Noriega, Leach, 1979:40).

En effet, le but des media n'est plus d'informer et de contribuer à une autonomie, mais de divertir, de faire oublier les tracasseries quotidiennes. Perpétuer et élargir ses connaissances constituent un objectif clair dans la stratégie du centre en particulier aux Etats-Unis. Et, malgré ses conclusions, J.-J. Servan-Schreiber a raison d'insister sur le fait que les Etats-Unis se doivent de poursuivre et d'élargir leurs connaissances en ce qui a trait à la technologie des communications. Mais ce que cet auteur néglige de dire c'est que les pays du Nord augmentent leur emprise sur les pays du Sud. Les multinationales des télécommunications (network, agences de presses), des services (publicité) et des biens de consommation ainsi que les agences de développement ne sont pas voués uniquement au développement humanitaire. Et cette emprise ne se limite pas simplement à la pénétration des media par le biais des multinationales des communications. L'élément central, soulevé par Mattelart, consiste à démontrer qu'en effet le développement de la technologie en général repose sur les intérêts et sur les besoins des entreprises étrangères. Dans le cas du Mexique, tout comme dans bien d'autres pays, ces intérêts et ces besoins se manifestent.

Grâce à l'expérience acquise aux Etats-Unis et dans d'autres pays, les fournisseurs d'ordinateurs se lancent à la conquête du marché mexicain en imposant un produit qui n'avait pas de demande locale. Il vendent des solutions à des problèmes qu'ils ont eux-mêmes définis. Six entreprises distributrices dominent actuellement ce marché (Mattelart, Schmucler, 1983:103).

L'influence des pays industrialisés sur les pays en voie de développement se fait plus pénétrante, tant au niveau des media qu'au niveau de la technologie avancée, car ils exportent leur modèle de consommation à l'intérieur des pays en voie de développement. Selon Mattelart, les besoins nationaux seraient mieux servis par un autre modèle même si, comme nous l'avons mentionné, les difficultés d'implantation de cet autre modèle sont grandes.

La pénétration des systèmes de communication internationaux possède les aptitudes nécessaires à la création de nouveaux marchés et souvent de nouveaux besoins. Ceux-ci nécessitent une modernisation, telle que définie précédemment, qui favorise l'élite locale plutôt que de remédier aux besoins urgents dans les régions défavorisées (techniques agricoles, santé, hygiène, alphabétisation...). Selon l'utilisation que l'on veut en faire, les media de même que la technologie des communications possèdent une lame à double tranchant : la télévision, la radio et même les ordinateurs personnels, soutenus par des efforts de coopération entre les instances gouvernementales et communautaires d'un pays, peuvent participer d'une façon très vaste au développement

79

économique et culturel. Par contre, il y a des situations où les tentatives s'annulent face à l'exploitation commerciale des media : les programmes de divertissement "light entertainment" accaparent le financement, et la publicité prend une place primordiale en s'appropriant le temps d'antenne. Les productions locales axées sur la communauté sont souvent dévalorisées lorsqu'elles sont juxtaposées aux superproductions américaines. Je me réfère surtout aux transnationales qui désirent exporter dans tous les pays du monde les biens et les services qu'elles produisent.

Au Mexique, comme dans plusieurs pays d'Amérique du Sud, la forte concentration des stations se retrouve dans les grands centres urbains. Ceci reflète la disparité sociale et économique entre les régions et l'inégalité de la distribution des ressources. Ce n'est que dans les années 40 que des législations furent élaborées pour autoriser et classifier les stations, toutefois aucune législation ne vise encore aujourd'hui à réglementer le contenu et la programmation.

#### D) Le cas de la Colombie ; l'expérience éducative

Au XIXième siècle, les communications se sont développées lentement. Ce n'est qu'au début de ce siècle que la Colombie devient un importateur de revues et de livre de l'étranger.

A cette même époque, la presse écrite devient un instrument important de communication et de contestation, mais la censure gouvernementale prend une telle ampleur que plusieurs journaux d'opposition manquent de disparaître. Malgré tout, la presse tend à se répandre. Ce n'est qu'en 1930 que la radio s'étend sur une bonne partie du territoire colombien. Selon Carrizosa, ce qui ressort de cette diffusion rend compte des disparités rurales/urbaines (en 1977, 62% de la population vivait dans les centres urbains contre 38% dans le milieu rural) et des différences culturelles : "The main population centres thus became sources of information, while other sectors took on the role of receivers from those sources" (Carrizosa, 1977:12).

Toujours selon Carrizosa, la radio est, en Colombie, la source principale pour obtenir des informations. Son étude démontre que la radio constitue la source de nouvelles pour 85% de la population et que le nombre de récepteurs radio est évalué à 8 millions tant dans le milieu rural qu'urbain. Aussi la radio suit le même cheminement que son précurseur qu'est la presse écrite :

At the beginning of the twentieth century the press was increasingly supported by commercial enterprises. Advertising served initially to publicize commercial firms and imported articles.

Et encore :

From 1921 onward the press reflected the development of the manufacturing industries. Towards 1950 newspapers, in addition to defending the liberty of the people and social progress, were advocating the cause of industrial interests (Carrizosa, 1977:29).



Défendre les libertés individuelles et l'avancement social en même temps que les intérêts industriels nous apparaît contradictoire dans le contexte de notre analyse et surtout lorsque l'on examine la situation des pays en voie de développement. Mais en y regardant de plus près, et si l'on se base sur la thèse de Mattelart, le discours officiel des media se donne comme but de promouvoir le développement et l'épanouissement de la population. En effet, le mandat officiel sert à camoufler les contradictions entre la demande sociale et les intérêts des multinationales en les faisant apparaître comme compatibles. Il tend également à faire apparaître comme compatible l'identité culturelle des pays industrialisés avec toutes les autres cultures.

En Colombie, la presse écrite est lue par 50% de la population, et la moitié des quotidiens ont recours au service de télé-photo pour illustrer les informations. Mais, selon l'étude de Carrizosa, c'est le système de radio-diffusion qui rejoint la masse; il est l'un des meilleurs en Amérique Latine et contribue, selon l'étude, au développement culturel, artistique, journalistique, éducatif et aux activités politiques.

Toujours selon Carrizosa, les divisions de classes sont très présentes et conditionnées par le revenu et l'éducation. En plus, une différence marquée entre le milieu rural/urbain, constitue les paysans en une classe

distincte. Contrairement aux radios commerciales qui adoptent ces divisions pour atteindre les différents groupes, Radio Sutatenza, qui vise l'alphabétisation de ces groupes, tend vers la réduction de l'écart entre le milieu rural et urbain. L'auteur fait référence à Radio Sutatenza qui, avec le support des Nations Unies et de l'UNESCO, favorise ce développement social. Escuelas Radiofonicas est un programme d'alphabétisation qui utilise la radio comme médium; il aide aussi à la conscientisation et à la résolution des problèmes en milieu rural. Cet organisme favorise la participation des individus dans la communauté. Ces deux media sont gérés par ACPO (Accion Cultural Popular). ACPO est donc un organisme multi-media puisqu'il emprunte aussi le support écrit par le biais de manuels et par le journal hebdomadaire El Campesino orienté surtout sur les thèmes ruraux : ce sont des media communautaires.

Because of the large numbers involved and of the nature of the messages, the various mass communication media perform a service of incalculable importance and of a predominantly educational character, equal to or more important than the function performed by the formal education system. In fact the media cover almost the whole population in the urban zones, while in rural areas extremely wide coverage is gradually being achieved--in the case of the radio, virtually complete. It is calculated that 95.2 per cent of Colombian homes have a radio (...) (Carrizosa, 1977:40).

Les projets de media communautaires dépendent souvent des subventions gouvernementales; l'Etat a donc une influence sur le contenu et sur son avenir.

Même dans le cas de radio Sutatenza le recours au financement publicitaire est encouragé :

Le Gouvernement national assure 10% du financement; le reste est couvert par les aides étrangères (...); la CIA donne son appui financier et technique; les transistors vendus sont de marque hollandaise (Philips) ou japonaise (Toshiba); la bibliothèque est financée par Texaco, Braniff International et IBM selon la revue Alternative. Tout ceci bien sûr n'est pas sans entraîner des conséquences en ce qui concerne le contenu des messages (CNRS, 1979:95).

Il ne faut pas oublier non plus que la pratique alternative des media, soit les media communautaires, reste toujours à l'intérieur des normes établies par l'Etat (il en est de même pour les media commerciaux). Que l'Etat fournisse ou non un support, il demeure quand même l'orienteur des pratiques alternatives. Je pense que la pratique de désengagement et de la décentralisation-centralisation s'appliquent dans une certaine mesure aux pays en voie de développement. Le développement, tel qu'envisagé par les pays industriels, n'a pas donné les résultats escomptés. Ces efforts leurs permettent de dire, en bonne conscience, au pays en voie de développement qu'ils leurs fourniront une aide au niveau de la technologie des communications. Une apparence d'autonomie et de distribution des responsabilités, et une tendance à la régionalisation semblent mener vers une répartition du pouvoir et un ré-équilibre des ressources.. Mais c'est par cette même technologie gérée par l'Etat du centre que celui-ci renforce son emprise sur le Sud.

Selon Sénécals (1982:273) cela constitue un "nouvel aménagement du centralisme étatique qui s'effectue sous l'influence conciliatrice de l'idéologie sociale-démocrate". Mais il y a aussi les médias commerciaux qui sont financés par la publicité et par le "sponsorship", et dont il n'est pas suffisamment question dans l'ouvrage de Carrizosa. En fait, cette étude montre que des progrès considérables ont été réalisés dans le domaine des communications sur le territoire colombien. Par contre, on ne précise ni l'origine, ni la quantité de matériel de programmation utilisé (à l'exception des magazines et des journaux) dans les médias colombiens, ni les propriétaires des réseaux commerciaux.

En plus des avantages déjà décrits, la radio, selon une étude de Gillet Daubin du CNRS, sur les Communications de masse en Amérique Latine (1979), est le médium qui a subi le moins de contrôle étatique comparativement à la télévision et à la presse. Comme le souligne aussi le rapport MacBride, cet état de chose pourrait favoriser des initiatives locales et diversifiées. Ce que Gillet Daubin constate, c'est que la pratique alternative est peu répandue. Le cas le plus spectaculaire en Amérique Latine, réside dans la prise en charge d'émetteurs de radio par le syndicat de mineurs en Bolivie.

La diffusion par les mineurs servait à défendre leurs droits et permettait la cohésion nécessaire à la résistance pour les revendications. Même dans ce cas, l'Etat parvint à récupérer cette résistance, par plusieurs moyens dont celui de l'introduction des téléviseurs et d'une programmation de téléromans étrangers. Il semble que cette récupération a eu pour effet d'introduire des nouvelles préoccupations chez les épouses des mineurs qui participaient beaucoup à la défense des droits. Malgré ce cas, et selon l'étude de Gillot Baudin, il semble que le rôle des radios culturelles et éducatives, en Colombie, demeure limité comme les projets d'éducation ruraux menés par l'Eglise. Puisque la majorité des radios en Amérique du Sud sont financées par la publicité, elles sont reliées aux intérêts des firmes commanditaires.

Aussi, à travers le financement publicitaire, la radio Latino-américaine est-elle essentiellement une diffusion confirmée dans la langue espagnole et l'incitation massive à une consommation aussi homologue que possible (CNRS, 1979:7).

Mais le pouvoir d'achat de l'élite des grands centres contraste avec le niveau de vie de la population en général, qui, elle, est incapable de soutenir une production élargie des biens industriels.

Si Carrizosa n'aborde pas la critique de la radio éducative dans le cas de la Colombie, le CNRS apporte une analyse critique.

Le programme de l'ACPO, décrit par Carrizosa, invite les paysans à se réunir une heure par jour, six jours par semaine, pour une période de dix mois afin d'avoir accès à des cours d'alphabétisation, de calcul, d'hygiène, de religion et de principes civiques, sociaux et culturels. Ces cours ont un effet bénéfique surtout dans des domaines comme l'hygiène mais, pour Gillet Baudin, il est clair que ces programmes renforcent la stratégie étatique et défendent les intérêts de l'Etat. Ainsi, la propagande par l'Etat et par l'Eglise sert au maintien du statu quo. L'auteur va même jusqu'à dire que cette stratégie garde la population dans un état de résignation et d'asservissement afin d'éviter la prise de conscience nécessaire à la solidarité. Si cette critique est admise et reçue, on peut alors se référer au concept de décentralisation-centralisation tel que présenté par Bihl et Heinrich au deuxième chapitre. La répartition des responsabilités, et même des pouvoirs, à des groupes religieux ou autres permet de masquer la monopolisation du pouvoir. Il apparaît que les groupes et les organisations possèdent une autonomie et qu'ils peuvent poser des gestes, mais comme on l'a dit, les actions de ces groupes doivent s'inscrire dans les limites déterminées par l'Etat. Les mécanismes de contrôle plus subtils rendent la contestation plus difficile puisque les mécanismes ne s'identifient pas aussi facilement.

Selon l'étude du CNRS, ce type de radio ne répond pas aux désirs et aux besoins de la population; la participation de la base sociale est pratiquement effacée si ce n'est que comme consommateurs :

Tout d'abord ce public est très limité dans ses choix. Initialement, les transistors vendus ne captaient que les émissions de Radio Sutatenza (bande fixe) empêchant ainsi le libre accès à toutes les autres émissions et rendant le public tout à fait dépendant de cette institution (CNRS, 1979:96).

Malgré qu'il y ait des effets positifs, la participation du public demeure encore faible. Gillet Daubin conclut :

Au lieu d'aider au développement harmonieux et à l'intégration de la masse paysanne les écoles radiophoniques ignorent sa situation historique, l'isolent des relations sociales et politiques qui conditionnent son existence. Elles ne font que reproduire le système d'exploitation. Une exploitation subtile qui prend les formes d'une action humanitaire (CNRS, 1979:97).

#### E) La radio au Pérou et la résistance culturelle

Le développement de la radio au Pérou se pratique d'une façon anarchique, car même si les réglementations existaient elles n'étaient pas appliquées. Au départ, les stations de radio relevaient exclusivement de l'entreprise privée. Ce n'est qu'en 1956 qu'une radio nationale diffusa de la musique andine qui se popularisa par la suite. Sur 31 stations, en 1974, seulement deux pouvaient être considérées comme des radios nationales : "Radio Inca" et "Radio Agricultura" (cette dernière traite surtout d'agriculture) diffusent de la musique andine et des autres

régions péruviennes. Au début de leur existence, ces stations s'adressaient aux migrants des campagnes à Lima. Elles étaient habituellement réticentes à diffuser un contenu péruvien et quand elles le faisaient, c'était à des heures de faible écoute (le gouvernement exigea qu'au moins 15% de la programmation soit péruvienne). Peu à peu, toutefois, le folklore péruvien conquiert d'autres groupes pour ainsi faire partie de la programmation des stations privées.

Plusieurs facteurs sont à la base de ce succès. Premièrement, une volonté de perpétuer une culture et un mode de vie à l'intérieur des centres comme Lima où il y a une très forte population andine (migration vers les centres). Cette volonté provient de la base, c'est-à-dire des groupes qui désiraient conserver des liens avec leur origine. Deuxièmement, en 1971, une politique de nationalisation (Loi Générale des Télécommunications) est venue rétablir quelque peu l'équilibre : "Sur les 31 stations de Lima, 20 restèrent privées, 4 furent étatisées et 7 devinrent des radios mixtes ou associées" (Romero, 1982:60). Suite à cette politique de nationalisation les stations de radio nationale transmettaient 55 programmes folkloriques par semaine en plus de programmes créoles.



Lentement, les médias durent se rendre à l'évidence que la musique andine était un filon important de consommation. Bien que les changements politiques aient ramené la radio au libéralisme du passé, la pression du goût populaire n'a cessé de s'exercer. Et ce n'est pas un hasard si la radio la plus 'moderne' et américanisante, San Isidro (quartier résidentiel de la capitale), accorde un part importante à la musique folklorique (Romero, 1982:60).

Selon Eeuwen dans Communications de masse en Amérique

Latine, le contrôle étatique de la radio et de la télévision a peu de répercussions sur le contenu de la radio pour des raisons différentes de celles de Romero :

"Les militaires ont donc créé un appareil de contrôle des programmes, mais non les organismes de production qui auraient permis de réaliser un nouveau type d'émissions" (CNRS, 1979:64). Les stations sont divisées entre la nécessité d'agir à l'intérieur des restrictions fixées par l'Etat et entre le besoin de se financer, ce qui entraîne, selon l'auteur, peu de changements sur le contenu. L'excès de contrôle et la censure exercées tout particulièrement sur la presse écrite en 1974 évacuent toutes possibilités d'innovation et de création culturelle.

Ce cas n'a rien de spectaculaire en soi; il peut même passer inaperçu. Mais les éléments élaborés ci-dessus nous amènent à dire que l'intérêt suscité par la musique andine rend cette tentative, quand même réussie, unique. Malgré les contraintes du marché et malgré la pénétration des cultures étrangères, la diffusion de la musique andine a pu se développer et acquérir une certaine reconnaissance.

En fait, ce n'est pas tant la musique andine en soi qui constitue ici le facteur de résistance culturelle, mais le fait qu'elle provient de la base et qu'elle émane d'un groupe minoritaire considéré comme marginal.

La diffusion massive de la musique andine dans la capitale révèle la possibilité d'un nouveau discours populaire où les éléments de la culture native deviennent prépondérants. De même qu'une classe sociale engendre ses intellectuels, de même le paysan andin du Pérou engendre ses "interprètes", ses artistes collectifs et individuels qui, symboliquement, expriment les intentions vives, les aspirations et les frustrations d'une culture fondamentalement orale, opprimée pendant des siècles (Romero, 1982:58).

Ce phénomène vient quelque peu contrer l'invasion des media commerciaux. Ceux-ci mènent habituellement à l'isolement alors que dans le cas du Pérou le développement de la musique andine mène à la cohésion et à la conscientisation à l'intérieur d'un groupe. La musique andine favorise peut être aussi un rapprochement entre les groupes et les classes. Il est aussi important de souligner que cette musique se développe en parallèle avec les autres media et qu'elle parvient à les infiltrer. C'est pour ces raisons que l'on peut qualifier cette expérience de "résistance culturelle". Mais selon Romero, la pression sociale sur les media joue un rôle important. Même si le processus est lent, l'identité culturelle a réussi à pénétrer le médium de la radio; il faut maintenant s'assurer de la diffuser dans les autres pays andins comme la Colombie, l'Equateur, la Bolivie et le Chili..

C'est une réalité différente qui est exprimée à l'intérieur de la musique populaire péruvienne, une réalité adaptée au contexte dans lequel les gens vivent quotidiennement. On peut donc se permettre d'avancer que la popularité de cette musique vient contrecarrer l'infiltration de la musique américaine et des valeurs véhiculées par celle-ci. Tout au moins, la musique péruvienne vient-elle donner une alternative à la musique étrangère.

Malheureusement trop peu de cas semblent aller dans ce sens. Et pourtant, s'il est possible de populariser un élément culturel comme la musique, pourquoi ne serait-il pas possible de rendre accessible des projets de développement culturel par les arts, l'éducation, etc..

Ainsi le contrôle étatique, l'importance du rôle de la publicité et l'implication des multinationales rendent les alternatives à l'intérieur des communications plus délicates. Il est vrai que l'impact du transfert est difficile à évaluer mais il est devenu impossible de le nier. Sous le poids des moyens et des techniques avancés, comment ne pas faire autrement que de se laisser emporter par ce courant "universel"? La résistance culturelle, par la promotion d'une identité à travers les arts, la musique, la langue... pose un premier pas vers l'identité culturelle plus globale qui est définie au premier chapitre.

#### F) Orientation du développement

Quelles orientations pour le développement se dégagent de ces études? Car, la notion même de développement est à remettre en cause car selon Bernadette Madeuf (1983), une double contradiction résulte du transfert de la technologie et implique la relation entre le choix de technologie et le choix de développement. Plusieurs pays d'Amérique du Sud, comme la Colombie, n'hésitent pas à faire appel au savoir-faire américain. L'orientation qu'un pays donne à son développement à court et à long termes peut l'amener à considérer la technologie comme un moyen d'augmenter la production ou considérer des technologies plus douces mieux adaptées à une situation donnée.

Cette contradiction se retrouve aussi à l'intérieur des media. Favoriser les media alternatifs et communautaires impliquent un investissement en capital et une réglementation pour leurs permettre de survivre et surtout de faire face aux media commerciaux, tandis qu'appliquer le modèle de communication exporté par le centre augmente le degré de dépendance envers les pays exportateurs. Il est à noter que les grands "networks" ne sont pas favorables au premier choix qu'ils considèrent comme de la censure, puisque pour eux ce n'est plus la libre circulation. Toujours selon eux, celle-ci ne doit subir, comme le libre-échange, que les forces du marché pour être vraiment libre. Comme les études de cas et comme l'écart Nord/Sud l'indiquent, les ressources et les pouvoirs sont trop déséquilibrés pour pratiquer le laisser-faire des forces du marché.

#### -La pratique du libre-échange et ses conséquences

Les problèmes qui ressortent des analyses de cas susmentionnées peuvent être attribués en partie à l'organisation du capital, soit la structure du marché qu'elle impose, et aussi à ce que l'on entend par développement. Un pays développé se caractérise-t-il par une augmentation du PNB, une baisse de la dette extérieure et d'autres barèmes économiques ou par un développement social et politique plus global qui vise l'amélioration du

niveau de vie de la majorité de la population? Il est clair que les indicateurs de développement se rapportent à la santé économique plus qu'à la santé sociale et même physique de la population. Le libre-échange en matière de technologie des communications augmente l'écart entre le Nord et le Sud. La radio ne réduit pas cet écart, elle contribue, au contraire, à son augmentation. Comme les autres media, elle supporte et diffuse l'ensemble des valeurs sans aucune remise en question. Elle véhicule une organisation économique et sociale, un mode de production centré sur la consommation visant sa propre conservation. Ce type d'organisation et ce mode de production insistent pour s'infiltrer à l'intérieur des pays périphériques. Tout cela pour le bien de l'humanité!

Ces valeurs inhérentes à la technologie des communications font partie, à des degrés divers, de la radio, de la télévision et de la presse écrite. Puisque le libre-échange nécessite une surconsommation, les multinationales des communications, afin de diffuser leurs contenus, vendent des récepteurs et l'équipement nécessaires. Le Brésil et la zone franche de Manaus permettent cette distribution d'envergure. Aussi l'échange inégal, décrit par A. Gunder Frank et présenté dans notre premier chapitre, se concrétise par le marché des biens de consommation et se reproduit à l'intérieur de l'échange ou du transfert de l'information.

Les pays en voie de développement fournissent des nouvelles aux grandes agences de presse internationale. Ces nouvelles sont traitées et manipulées de façon à attirer le consommateur pour ensuite être retransmises à travers le monde, y compris à l'intérieur du pays en question. On remet donc en cause le traitement que subit l'information lorsqu'elle passe par le centre et récupère l'élément sensationnel en ignorant le contexte de la situation. Nos études de cas démontrent que le libre-échange de même que la libre circulation ne sont pas le laisser-faire des forces du marché. En effet, est-ce une libre circulation lorsque certaines statistiques démontrent que dans plusieurs pays d'Amérique du Sud, comme le Brésil, les deux tiers de la programmation télévisuelle sont produits à l'étranger. Cette libre circulation renforce le pouvoir du centre en établissant sa primauté dans le domaine technique et en transférant ses connaissances vers la périphérie. Les multinationales ne veulent pas de réglementations ni d'ententes tant désirées par les pays en voie de développement pour rétablir un équilibre de l'information et de ses ressources. Le fait de ne pas établir de restrictions est un point fondamental pour l'élargissement du marché.

-La libre circulation : rapprochement ou division

Pour Eudes, les mécanismes de domination sont multiples, de même que la variété des types de radio et des émissions qui s'adressent aux différents groupes cibles (riches/pauvres, urbains/rurales). Gillet Daubin rapporte que, même dans le cas de radio Sutatenza, en Colombie, cette tentative ne fait que perpétuer la passivité dans la masse paysanne et sert à maintenir le statu quo. L'élite locale en place accueille les innovations techniques et les biens de consommation de luxe et, par le fait même, affirme sa solidarité économique avec le Nord. Pour la majorité visée par les radios commerciales et, pour la masse paysanne dans le cas de radio Sutatenza, cette publicité ne pourra jamais combler les besoins qu'elle crée dans ces groupes. La dichotomisation du social se renforce et divise plutôt que de tendre vers l'interrelation des classes. Les media isolent encore plus les groupes en déterminant des groupes cibles auxquels ils s'adressent. En Colombie, par exemple, Gillet Daubin nous rapporte que les stations de radio ont déterminé des groupes assez restreints :

D'autres s'adressent aux maîtresses de maison (Radio Bahia): la programmation est composée surtout de feuillets. Certaines (la Voz de Cartagena, la Voz de las Antillas) transmettent les chansons romantiques-baladas- qui s'adressent aux bonnes. D'autres enfin programment de la musique étrangère (américaine et française) et s'adressent aux jeunes des classes aisées (Voz de la Victoria) (CNRS, 1979:101).



Au Brésil la situation est identique. Des sondages quotidiens évaluent les goûts et les préférences de l'auditoire. Donc les groupes cibles sont non seulement déterminés mais ce sont les propriétaires des "networks" qui rejoignent les différents groupes :

One of the most successful networks broadcast through thirteen stations in the main capitals. In Rio alone this network has five stations, being distributed as follow: one directed to the mass, popular broadcast; one for 'sophisticated' youth, university audience, etc.; one for adults with medium to high incomes, one (broadcasting in stereo) for an élite audience, (...); and finally one (...) for young people (De Camargo, 1975:45).

Ce phénomène s'applique également aux pays :

l'internationalisation des media et de l'information n'invite guère à la compréhension mutuelle entre les peuples. Même si les événements qui se déroulent en Afrique du Sud sont très exploités par les media, l'occident ne comprend pas pour autant le contexte historique et socio-politique. La compréhension d'une situation est limitée par le sensationnalisme des media. On ne s'intéresse pas au passé historique, ni au quotidien, mais aux éléments du sensationnel : violence, famine, désastre, etc... Les Russes avec la "glasnot" ont compris que la propagande la plus efficace est celle qui émerge d'une manipulation subtile des media, par une ouverture et non par les interdictions.

Le cas du Chili illustre bien les changements qui s'effectuent et qui sont en partie dus à l'infiltration des cultures étrangères : valorisation d'un modèle de consommation inaccessible, séparation nette entre producteurs et consommateurs, augmentation des écarts entre riches et pauvres, entre sur-informés et sous-informés etc... Ces divisions qui ressortent aussi de cette stratégie de "marketing" qu'est l'identification de groupes cibles ne renvoient pas non plus à l'hétérogénéité des formations sociales. Ces séparations éliminent plutôt la possibilité d'une cohésion sociale permettant à ces groupes d'agir sur leur milieu. Comme nous le verrons, l'homogénéisation se produit par la nécessité de consommer le contenu des media et ses produits. Ces media demeurent au niveau de la communication de masse. Ils isolent chaque groupe selon ses dites "demandes" (évaluées par les sondages).

La valorisation de ce modèle mène à la standardisation de la culture industrielle du Nord. Il faut pouvoir comprendre que la normalisation ne conduit pas nécessairement à l'homogénéité de la population. Elle peut aussi conduire à la division et à l'isolement d'une multitude de petits groupes séparés les uns des autres. Pour le Brésil, De Camargo indique que la radio doit jouer un rôle dans le développement.

-L'Etat décentralisateur-centralisé

Le savoir et la connaissance sont concentrés dans les Etats industriels. Les media, de même que l'Etat reflètent les tendances et les dessinent en même temps. Ils répondent aux attentes et les créent. Bien que les media répondent à une demande, nous croyons que cette demande est conditionnée par l'emprise des media.

La performance économique d'un pays est déterminée par les politiques. C'est dans cette ordre d'idée que Amadou-Mahtar M'Bow, Directeur général de l'UNESCO, déclare :

"(...) car c'est de reconnaître du même coup que, si la croissance économique est un facteur fondamental du développement, ce sont bien des choix d'ordre essentiellement culturel qui en déterminent l'orientation et l'utilisation au service des individus et des sociétés en vue de la satisfaction de leurs besoins et de leurs aspirations les plus légitimes" (UNESCO, 1980:18).

Au point de départ, les radios alternatives devaient être instaurées dans le but d'impliquer une participation des individus. Par exemple, la mise sur pied de radio Sutatenza visait à répondre à certains besoins et désirs alors que la situation actuelle ne va pas dans ce sens. Et, comme nous l'avons souligné dans le premier chapitre, le consommateur est à la fois un producteur de valeur et d'information. Ce qui ressort aussi des tentatives alternatives, c'est que même si le consommateur est également un acteur et un producteur il finit par être évacué ou récupéré sous la mainmise de l'Etat.

Comme Mattelart le souligne, ce processus ne fait qu'encourager une consommation passive. On pourrait reprendre ici une citation de Bihr et Heinrich en fonction du contexte européen mais qui apparaît tout aussi vrai pour le contexte latino-américain :

En effet, les pratiques délaissées par l'Etat central et reprises par les mouvements sociaux et les institutions locales ne se dérouleront pas pour autant dans un espace social libéré (mais au contraire balisé et contrôlé, (...)); elles ne correspondront pas à une autoproduction de la société par elle-même, mais au contraire à une auto-organisation, une autogestion d'une situation, de disponibilités et de possibilités données dans un cadre institutionnel donné; elles ne seront pas l'oeuvre de sujets libres et autonomes, mais au contraire le fait de citoyens sujets d'un Etat (Bihr, Heinrich, 1979:125).

Lorsque nous parlions de la décentralisation-centralisation c'est à ce genre de phénomène que nous faisons référence. Il apparaît que l'Etat veut donner une autonomie aux groupes et aux individus, en contrepartie il renforce la surveillance et les limites à ne pas dépasser.

Dans notre conclusions nous examinerons pourquoi le Nouvel Ordre International de l'Information rencontre tant d'obstacles et pourquoi il fait l'objet de critiques. L'impasse dans laquelle se trouve le Nouvel Ordre International de l'Information reflète les tendances élaborées antérieurement et renforce certains éléments de notre étude.)

## CONCLUSION

Le transfert des communications et la circulation à sens unique imposent des transformations. Si, celles-ci ont pu être identifiées plus ou moins clairement, la détermination des conséquences directes, ou la relation de cause à effet, s'avère encore plus difficile à identifier. En fait, même si les relations interculturelles ont toujours existé à divers degrés, elles ont aujourd'hui pris le contour des rapports de force existants. L'on peut donc dire que les relations interculturelles ont pris aussi le chemin de la circulation à sens unique. Selon nous, voilà l'impact réel du transfert des technologies des communications du centre vers la périphérie. De l'échange équilibré entre les pays à l'invasion de l'identité culturelle il n'y a qu'une marge étroite. Tous les aspects du développement semblent être couverts par le transfert des communications et des programmes.

Moderniser un pays, développer ses ressources et permettre à la population un niveau de vie pour le moins acceptable, voilà une entreprise d'envergure.

Mais, comme l'expérience le montre bien, le développement économique et l'essor du secteur technologique et des communications posent les jalons de la modernisation mais ne réduisent pas le fossé qui se creuse encore aujourd'hui entre les pays riches et les pays pauvres, entre l'élite et les paysans. C'est pourquoi le Nouvel Ordre Economique International propose une nouvelle perception des différents types de développement. La pratique démontre l'échec de la forme actuelle de l'échange :

Beaucoup de pays développés ont essayé de réduire le nouvel ordre économique international à une réforme du système monétaire et des mécanismes commerciaux, et à un accroissement de l'aide publique et des investissements privés sans tenir compte des besoins réels des pays en voie de développement (Konare, 1986:1).

Ce que propose le Nouvel Ordre International de l'Information c'est aussi une nouvelle conception de l'échange interculturel. Une conception qui porte sur la circulation réciproque de l'information, de la connaissance et des idées. Une perspective qui vise le ré-équilibre des ressources pour favoriser un échange et un rapprochement culturel. Ce Nouvel Ordre de l'Information rencontre toutefois une résistance de la part des pays du centre puisqu'il remet en question et dénonce les pratiques courantes de la circulation à sens unique.

A) Nouvel Ordre International de l'Information

Le Nouvel Ordre International de l'Information, qui s'inspire du concept du Nouvel Ordre Economique, se réfère à un débat politique sur le ré-équilibre nécessaire des ressources dans le domaine des communications. Les discussions sur le Nouvel Ordre de l'Information veulent premièrement faire état d'un déséquilibre qui s'aggrave : le développement économique est maintenant lié au développement des communications. Car, la recherche-développement, la production culturelle, l'infrastructure communicationnelle se développent dans les pays ayant un capital investi. Si la décolonisation par l'indépendance nationale des pays du Sud relève d'une volonté de s'autodéterminer, l'indépendance ne s'arrête pas là. Il faut pouvoir acquérir un niveau d'indépendance culturelle et les moyens financiers pour se faire.

Deuxièmement, le Nouvel Ordre de l'Information vise, tout au moins, à élaborer des mesures aidant au ré-équilibre de l'information. Il se propose surtout de contrer la circulation à sens unique des pays riches vers les pays pauvres par des moyens comme la réduction de l'écart économique et communicationnel entre le Nord et le Sud. D'autres stratégies peuvent être mises en application par des pressions des pays du Sud sur le Nord, lesquelles permettraient de considérer les communications comme une ressource nationale requérant une certaine

protection. Ce dernier but pourrait être atteint par l'élaboration d'une charte et d'une réglementation entre les pays et par le développement de réseaux de coopération entre les pays du Sud. Cette coalition des pays du Sud visait à doter ces pays d'un pouvoir de négociation afin d'obtenir des arrangements plus avantageux sur les communications et ses ressources. Tout ceci devraient se réaliser afin de modifier la structure dans laquelle les communications évoluent et afin de bien comprendre le contexte actuelle de l'information c'est-à-dire son insertion à l'intérieur du processus de la domination économique du Nord sur le Sud. Les pays du Sud revendiquent le droit de participer au processus communicationnel, surtout en ce qui concerne leur territoire national.

Parce que les enjeux de la technologie des communications sont importants et souvent très complexes dans le domaine des relations internationales, nous avons limité notre étude au media de la radio en raison de la souplesse de ce mode de communication. Un outil jugé capable de réagir à la domination des spécialistes. C'est une tendance, comme nous l'avons déjà souligné, fortement présente au sein de la technologie de pointe où chaque composante requiert des services et des connaissances spécialisés. Cette réalité pousse chaque pays à vouloir acquérir les techniques et les connaissances nécessaires pour son intégration à l'ère post-industrielle.



Une volonté à vouloir produire et vendre cette technologie pour ainsi se tailler une place sur le marché international. Un développement réalisé avec l'approbation des pays du centre, et où les pays en voie de développement entrent dans le processus des pays industrialisés, entraînant des désavantages tels que les conditions économiques fixées par le centre et par le libre-échange.

#### -Le débat

Les critiques formulées par les pays en voie de développement reposent sur l'utilisation et la manipulation par les pays industriels des différents media. Les progrès réalisés par ces derniers leur confèrent un certain pouvoir et leur permettent ainsi d'exercer une influence sur l'orientation technologique. Ce transfert technologique peut être interprété comme une forme de domination culturelle et idéologique. Il est alors difficile, pour les pays en voie de développement de faire prévaloir leur identité nationale surtout lorsqu'elle est considérée comme culture de second rang à la culture occidentale.

Tel que mentionné, cette lecture critique repose sur deux faits principaux, soit la circulation à sens unique de l'information et les tendances monopolisantes du système économique mondial. La circulation à sens unique englobe aussi la distorsion du contenu de l'information : les media du centre agissent comme un miroir déformateur qui reflète

dans le Tiers-monde une image faussée. C'est souvent sur cette image que se base l'opinion internationale pour agir et pour juger d'une situation. L'opinion publique est basée sur la sur-information par brides. On se retrouve avec un ramassis de divers éléments d'information provenant de partout à la fois, mais ne fournissant aucune compréhension globale d'une situation. Pour Tingergen, tel que cité dans le rapport MacBride, la problématique de l'opinion publique relève de la qualité de l'information :

L'opinion publique n'aura pas réellement accès à une information complète sur le Tiers Monde, ses exigences, ses aspirations et ses besoins, tant que le modèle de l'information et de la communication ne s'affranchiront pas du sensationnalisme commercial et du style de présentation des nouvelles qui les caractérisent actuellement et qu'ils ne se dépouilleront pas de tout préjugé ethnocentrique (MacBride, 1980:46).

Le deuxième fait sur lequel est fondée cette lecture critique se concrétise à l'intérieur des multinationales. Ce sont ces entreprises qui fournissent les capitaux et les produits socio-culturels. Selon la commission MacBride,

Les multinationales influencent directement l'appareil de production économique des pays où elles exercent leurs activités. Elles interviennent également dans la commercialisation de la culture et par là-m me sont en mesure de modifier l'orientation socio-culturelle d'une société dans son ensemble (MacBride, 1980:47).

On peut comprendre, par cette critique, que le manque de capitaux permet difficilement aux pays en voie de développement de contrer cette invasion.

Aussi le lien que décrivent Eudes et Mattelart entre le public et le privé nous renvoie à la notion du savoir-pouvoir telle que présentée par Poulantzas : le pouvoir émane du savoir qui est légitimé à travers les institutions.

Les pays industrialisés, pour leur part, reconnaissent le déséquilibre de l'information mais, selon eux, il ne faut pas empiéter sur la liberté de l'information et sur la diversité des sources et des opinions. Le ré-équilibre de la communication et de l'information ne doit pas se faire par un contrôle gouvernemental ou privé et prendre ainsi la forme de la censure. Pour les pays industriels ce contrôle serait perçu comme une imposition, de la part des pays du Sud, de leur perception de la réalité.

Dans le rapport MacBride, un point important est soulevé à plusieurs reprises, soit celui de la communication comme étant un échange entre les personnes, entre les groupes et entre les nations. Même si l'on qualifie les populations de consommatrices d'information-nouvelle-divertissement, le besoin se fait ressentir de part et d'autre pour une communication horizontale. Une communication plus autonome qui encourage les non professionnels à participer à l'échange.

Bien qu'il soit évident que la technologie des communications devient de plus en plus complexe, nous croyons qu'il est possible de démystifier cette complexité et même de rendre à cette technologie une utilisation plus simple. Grâce à une recherche bien orientée qui a su s'adapter aux différents besoins des pays industriels, on peut aujourd'hui avoir accès à des ordinateurs personnels. Pourquoi ne serait-il pas possible de ramener l'utilisation de la radio et des autres media à une pratique transversale reflétant les préoccupations des groupes sociaux.

Certes, les Etats-Unis peuvent continuer à prétendre être les protecteurs des libertés et des droits et, par le fait même, les sauveurs de l'humanité. Selon cette vision, un pays où il y a des restrictions sur la liberté d'information n'est pas libre; il évacue toute autre possibilité d'organisation sociale. Mais, comme nous l'avons mentionné, les pays en voie de développement sont souvent divisés entre les restrictions qu'ils doivent établir afin de se protéger du flux d'informations et de programmes venant du Nord et entre le respect de la libre information. Cette dernière réalité a d'ailleurs permis aux Etats-Unis de distribuer des magazines, des programmes et des films ayant un contenu américain. Écoutons sur cela Frank Stanton ancien vice-président de la CBS : "I do not see how our government, given our Constitution, can possibly enter into any agreement in which the rights of

Americans to speak to whomever they please, when they please, are bartered away" (cité par Schiller, 1974:113). Face à ce genre de déclaration, la revendication d'un Nouvel Ordre International de l'Information pour un meilleur équilibre économique semble évidente. Car l'information est traitée comme un bien ordinaire m me si, comme on l'a vu, elle est très différente. Son aspect multidimensionnel et les capacités d'action que l'information engendre confère à la collectivité un certain pouvoir.

Est-il possible de parler d'alternative pour les pays en voie de développement? Le Nouvel Ordre International de l'Information ressemble encore aujourd'hui à un projet utopique puisque aucun des énoncés susmentionnés ne sont mis en pratique de façon générale. Pourtant, des noyaux de résistance se fortifient afin de formuler des revendications et de tenter d'adapter les moyens de communication à leurs besoins.

#### -Critique du Nouvel Ordre International de l'Information

Le Nouvel Ordre de l'Information, comme le Nouvel Ordre Economique, peut tre utilisé comme prétexte afin d'éviter de traiter des politiques nationales et des problèmes internes du pays. Ainsi, selon Mattelart, mettre sur le plan international les enjeux nationaux et confiner certaines pratiques vers les communautés locales relèvent souvent d'une justification pour maintenir le statu quo.

L'inaction de certains pays du Sud de même que du Nord est souvent justifiée par la priorité donnée au plan international. La non reconnaissance des spécificités nationales est aussi une des critiques adressées au Nouvel Ordre de l'Information :

Comme l'exprime un chercheur vénézuélien, (Arias Capriles) à propos du Nouvel Ordre International de l'Information, il ne s'agit pas de tomber, au nom d'un consensus douteux, dans cette homologation rapide qui met sur le même pied, à la faveur de la revendication légitime d'indépendance culturelle, les pays aux régimes les plus disparates (Mattelart, 1982:40).

Les pays ne sont homogènes ni dans leur culture ni dans leurs orientations politiques et humanitaires. Négliger ces différences pourrait nuire aux pays qui tentent réellement de transformer la situation du pays et de la population.

#### B) Résistance culturelle et mouvements sociaux

"La communication (alternative) est davantage liée à la libéralisation de la parole, de l'activité et de la créativité populaires qu'à la nature ou la puissance des moyens utilisés" (Barbero, 1982:47). Voilà une façon d'aborder le problème de la résistance culturelle. L'exemple du Pérou et de la musique andine va dans ce sens : non seulement cette expérience dénote une libéralisation d'un art mais elle fait part de l'enracinement culturel qui a dépassé le cercle des alternatifs pour se répandre vers d'autres groupes.

D'après Brunner, la résistance culturelle n'est pas homogène. L'auteur définit plusieurs types de résistance dont le réseau artistique et culturel. Le théâtre, la littérature, la musique et les arts visuels peuvent tous se référer à l'expression populaire qui à son tour puise son inspiration dans la réalité sociale. Ce mouvement de résistance à travers l'expression culturelle tente de redonner la parole à la collectivité par son esprit de créativité. Même si les media alternatifs ne sont encore qu'à un stade embryonnaire, les mouvements de résistance se multiplient et certains infiltrent les media.

Une culture alternative surgit aussi dans les milieux pauvres des villes et des campagnes. Chaque jour croissent les groupes de base autour de problèmes vitaux: les comités de logement, les cantines pour les enfants des chômeurs, les ateliers de production... Groupes où souvent et très vite se déploie beaucoup de vitalité en raison du besoin des secteurs populaires (Brunner, 1987:37).

La priorité serait de redonner la parole à ces groupes de base afin de faciliter leur accès aux services et de favoriser leur reconnaissance mutuelle. Ces pratiques de "self-reliance" que décrit aussi Mattelart ne viseraient pas l'homogénéisation du social bien au contraire, elles porteraient sur la mise en place d'une nouvelle forme de solidarité.

Toutefois, selon Mattelart, la multiplicité des groupes démontre une volonté axée vers la décentralisation. Mattelart apporte une nuance tout à fait appropriée à la relation des multinationales et à la fragmentation des

mouvements sociaux. Il indique que les multinationales ont besoin d'une société éclatée, voire même divisée en une multitude de groupes. Certes, pour les besoins de l'élargissement du marché, les multinationales tendent vers une certaine homogénéisation de la consommation.

Toutefois, là n'est pas l'objectif :

Le capital transnational lui aussi a besoin d'une société éclatée en mille mouvements, en mille associations. Mais il en a besoin uniquement sous une forme atomiste, c'est-à-dire non pas sous la forme d'une chaîne de mouvements exprimant la solidarité des groupes et des individus, mais comme d'un ensemble de monades isolées les unes des autres par la concurrence, la compétition, la consommation individuelle (Mattelart, 1982:41).

Le social n'est constitué que de petits noyaux de résistance isolés les uns des autres et qui, par conséquent, ne permettent pas une cohésion sociale.

#### -Double dépendance

Dans cette décentralisation-centralisation des pouvoirs sociaux et économiques, quel est le rôle des mouvements sociaux? Ont-ils la possibilité d'exprimer leurs attentes et leur choix dans l'élaboration des communications et des informations?

Le laisser-faire des forces du marché et le libre-échange, tel que nous les avons présenté, deviennent une source de contraintes pour les Etats. L'Etat préconise la décentralisation.



Il ne veut plus être le seul acteur, il désire favoriser la participation sociale et laisser libre cours au secteur privé d'offrir des programmes et des subventions pour venir en aide aux artistes, aux chercheurs etc... Cette pratique laisse croire qu'une répartition des pouvoirs et des responsabilités s'effectue. Comme l'ont déjà souligné Birch et Heinrich, cette forme de désengagement étatique ne mène pas obligatoirement à la décentralisation. Ces auteurs évoquent plutôt le concept d'une redéfinition de la relation qui existe entre l'Etat et le secteur privé. L'appareil étatique, en s'appropriant cette légitimation, renvoie à une image plus juste et équitable de l'Etat. Cette conception décentralisatrice s'empare du phénomène de la libre circulation de l'information :

A l'entreprise, ce type de décentralisation procure de nouveaux modes, moins conflictuels, d'organisation du travail, de voies originales de pénétration du marché, et multiplie ses possibilités d'appropriation du potentiel créateur des individus et des groupes sociaux. Cette décentralisation par le marché, cette participation piégée, conduisent en réalité à l'atomisation de la société, qui désagrège les formes de vie communautaire et le pouvoir du collectif, en proposant une nouvelle culture fondée sur l'exacerbation de l'individualisme (Mattelart, 1983:186).

Parler d'atomisation du social et des media de masse peut paraître contradictoire mais, comme l'explique Mattelart, l'un est influencé par l'autre. Les media, de par leur orientation, visent à rejoindre le plus grand nombre de personnes et à les traiter de façon uniforme.

La consommation des programmes se fait de manière privée, c'est-à-dire que le médium atteint chaque personne dans l'univers privé du foyer. Les media de masse isolent chaque personne et chaque groupe les poussant ainsi vers l'individualisme décrit par Brunner dans le changement du paysage culturel de son pays, le Chili. L'atomisation n'est pas évidente surtout si l'on considère que la décentralisation-centralisation la recouvre de l'illusion de la distribution des pouvoirs entre les pays.

On commence à peine à discerner les conséquences de cette atomisation sur la structure sociale et, plus précisément, sur l'extension d'une économie duale définie par Partant comme :

La coexistence, au sein de chaque pays, de deux types d'économie correspondant à deux sociétés: d'une part une économie hautement capitalistique et productive, qui emploie et rémunère bien l'essentiel de la population; d'autre part une économie 'informelle', qui permet la survie de ceux que rejette l'appareil de production mondialisé (Partant, 1982:106).

La situation est encore plus complexe dans les pays en voie de développement car, selon Partant, il y a coexistence entre plusieurs types d'économie : l'économie moderne qui ne concerne qu'une minorité de la population et qui relève principalement de projets de développement; l'économie d'autosubsistance qui est fondée sur une diversification des activités et qui assurait traditionnellement la survie des communautés; et l'économie souterraine qui est une des retombées de l'économie marchande est organisée autour

d'activités telles que la récupération des déchets industriels, et la production et l'échange de biens entre ch meurs.

---

N'en est-il pas de m me dans le domaine des communications et de l'information? Une information à la fine pointe de l'actualité s'adresse à l'élite, tant de la périphérie que du centre, alors qu'une information de masse, dirigée vers la population en général supporte le système de surconsommation et exploite le sensationnalisme. C'est à cette conclusion à laquelle arrive Pasquali qui cite une étude réalisée par Peter Schenkel, en 1975, portant sur la Colombie, le Chili, l'Argentine, le Pérou et le Mexique. Cette étude cerne la structure des media dans ces pays :

Peter Schenkel signalait, dans ses conclusions sur la structure du pouvoir des moyens de diffusion de masse, les similitudes entre les structures économiques de ces pays (...) ainsi que le rapport de ces similitudes avec le type de schéma implanté dans leur système de mass média. Il faisait remarquer le sentiment d'appartenance de classe et le lien des propriétaires des grands moyens de diffusion avec la plupart des entrepreneurs (...) implantés dans leurs pays respectifs (Pasquali, 1975:73).

#### -Culture universelle

Le Nouvel Ordre Mondial de l'Information c'est la volonté de mettre fin à un mythe. Celui qui stipule que l'identité culturelle des pays industrialisés est compatible avec toutes les autres cultures néglige certains éléments :

Renouant une fois encore avec le thème du melting pot, un nouveau mythe a vu le jour: celui de l'universalisme de la culture américaine inhérent à sa nature même, c'est-à-dire à son mode de production et à la personnalité de ses créateurs (Eudes, 1982:23).

Cette culture dite universelle s'infiltré bien parce qu'elle semble récupérer des éléments des autres cultures. La culture industrielle, tout particulièrement celle de l'Amérique du Nord, se présente comme celle qui offre des possibilités à l'être humain, celle qui accueille des communautés venant de partout, et par le fait même celle qui tend à se répandre à travers le monde : la primauté de la culture occidentale en est une qui se veut naturelle. Néanmoins, nous avons tenté d'élaborer certains éléments qui démontrent que si la culture occidentale se répand, elle le fait en s'appropriant et en détruisant les identités culturelles qu'elle rencontre.

ANNEXES

---

ANNEXE I : Programmes télévisés importés en Amérique Latine

ANNEXE II : Structure des programmes en Amérique Latine

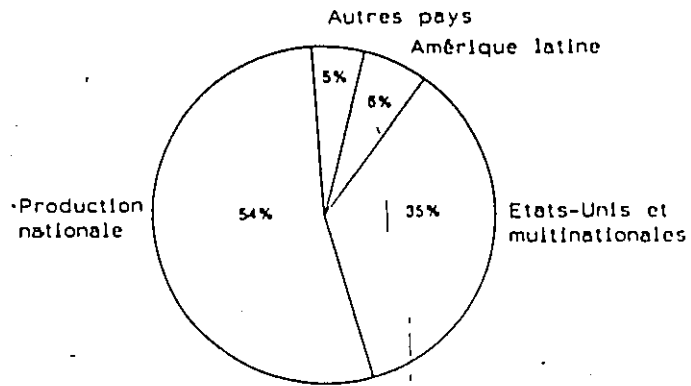
Les annexes sont tirées de :

Varis, Tapio, La circulation internationale des émissions de télévision, UNESCO, Paris, 1986.

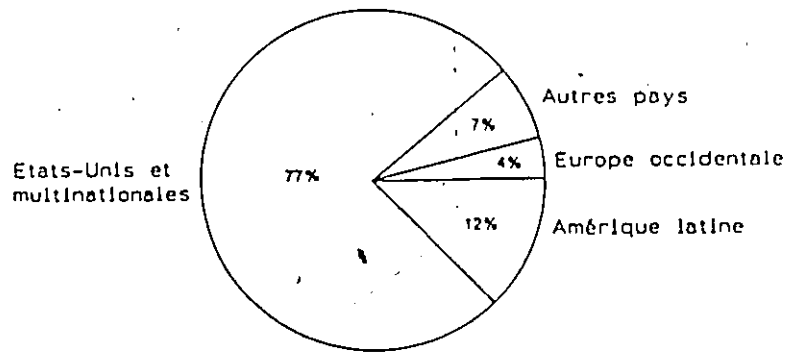
# ANNEXE I

FIGURE 3 : Programmes télévisés importés en Amérique latine, exprimés en pourcentage du temps d'antenne estimatif total

TEMPS D'EMISSION TOTAL  
(100% = 670.088 minutes)



IMPORTATIONS TOTALES  
(100% = 306.653 minutes)



## ANNEXE II

TABLEAU 9 : Structure des programmes en Amérique latine  
(la proportion des programmes figure entre parenthèses pour chaque catégorie)

Catégories de programmes	Argentine %	Brésil %	Cuba %	Equateur %	Mexique %	Venezuela %
Information	9 (14)	13 (5)	35 (19)	9 (20)	15 (10)	13 (1)
Education	1 (2)	5 (-)	3 (-)	2 (56)	20 (4)	4 (20)
Culture	1 (59)	1 (-)	15 (-)	1 (50)	2 (-)	1 (55)
Religion	1 (2)	1 (33)	- (-)	1 (53)	- (-)	1 (-)
Emissions pour enfants	9 (72)	11 (80)	8 (28)	5 (69)	6 (78)	13 (81)
Divertissement	59 (56)	50 (39)	33 (44)	61 (90)	45 (59)	46 (58)
Autres	0 (-)	1 (-)	- (-)	6 (-)	0 (-)	9 (-)
Publicité	20 (40)	18 (-)	5 (-)	14 (22)	12 (-)	13 (-)
TOTAL %	100	100	100	100	100	100
Total en minutes	371.054	90.523	18.235	78.828	70.135	41.313
Importations %	(49)	(30)	(24)	(66)	(34)	(38)

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES:

- Alisky, Marvin  
1981 Latin American Media: Guidance and Censorship, The Iowa University Press, Iowa.
- 
- Allemand, Etienne  
1980 Pouvoir et télévision, Les machines d'organisation, Anthropos, Paris.
- Bihr, Alain et  
Heinrich, J.-M.  
1979 La néo-social-démocratie ou le capitalisme autoqéré, Le Sycomore, Paris.
- Carrizosa, Alajmo  
1977 Communication Policies in Colombia, UNESCO Press, Paris.
- CNRS  
1979 Communications de masse en Amérique Latine, Centre National de la Recherche Scientifique, Toulouse, Le Mirail.
- De Camargo, Nelly  
1975 Communication Policies in Brazil: case study, UNESCO Press, Paris.
- De Noriega, L.A.  
Leach, F.  
1979 Broadcasting in Mexico, Routledge & Kegan Paul Ed., London.
- Ellul, Jacques  
1982 Changer de révolution, Ed. du Seuil, Paris.
- Eudes, Yves  
1982 La conquête des esprits, Maspero, Paris.
- Gunder Frank, André  
1978 L'accumulation dépendante, Ed. Anthropos, Paris.
- Konare, Alpha Oumar  
1986 La coopération culturelle entre les pays en voie de développement, UNESCO, Paris.
- Macbride, Sean  
1980 Voix multiples, un seul monde, Documentation Française Nouvelle Ed. Africaine, UNESCO.
- Mattelart, Armand  
1979 (a) De l'usage des média en temps de crise, Ed. A. Moreau, Paris.
- Mattelart, Armand  
et Siegelau  
1979 (b) Communication and Class Struggle, vol 1, capitalism, imperialism, IG/Immrc, N.-Y.
- Mattelart, Armand  
et Schmucler, Hector  
1983 L'ordinateur et le Tiers Monde, Maspero, Paris.



Partant, François 1982 La fin du développement, Maspero, Paris.

Perrin, Jacques 1983 Les transferts de technologie, La Découverte/Maspero, Paris.

Poulantzas, Nicos 1978 L'Etat, le pouvoir, le socialisme, PUF, Paris.

Rogoff, Edmond 1980 Television in Latin America: Imported Material, Imported model, Imported Ideologies, Television in the Developing World Conference, Winnipeg.

Schiller, Herbert I. 1976 Communication and Cultural Domination, International Arts and Sciences Press Inc. New York.

Smith, Anthony 1978 The Politic of Information, The Macmillan Press Ltd., London.

Vitalis, André 1981 Informatique, pouvoir et libertés, Ed. Economica, Paris.

UNESCO 1980 Le développement culturel, expériences régionales, UNESCO, Paris.

UNESCO 1982 Communication in the community, UNESCO Press, Paris.

UNESCO 1982 ANNUAIRE STATISTIQUE 1982

#### ARTICLES:

Barbero, J. Martin 1982 "De quelques défis pour la recherche sur la communication en Amérique Latine", in Amérique Latine, janv.-mars, no.9, p.43.

Barrère, Martine 1988 "La science au Brésil: démons et merveilles", in La Recherche, no.199, mai 1988, p.684.

Bouthillier, André 1983 "J.-J. S.-S. L'ordinateur 'idéal' sauvera le monde du chaos", in Le Devoir, 7 fev. p.1.

Brunner, José J. et Garcia Huidobro, J.E. 1987 "Un autre paysage culturelle", in Amérique Latine, no.6, été, p30.

Capriles, Oswaldo 1982 "Le pouvoir politique et les médias en Amérique Latine", in Politique, Revue de la Société Québécoise de Science Politique, vol 2, Automne, p.69.

- Herrera, Felipe  
1978 "Développement et politiques culturelles:  
l'avenir de la région", in Cultures, vol V,  
no.3, p.130.
- Hollyman, B.S.P.  
1979 "New World Information Order: a New Structural  
Paradigm? (...) in Studies in the Third World  
Societies, no. 9, sept., p.17.
- 
- Latouche, Serge  
1984 "Déculturation ou sous-développement", in  
Revue Tiers Monde, XXV, no.97, Janv-mars,  
p.43.
- Latouche, Serge  
1984 "L'échec de l'occidentalisation du monde", in  
Revue Tiers Monde, XXV, no.100, oct.-dec.,  
p.881.
- Madeuf, Bernadette  
1983 "Note sur les vraies et fausses séductions de  
la technologie appropriée", in Amérique  
Latine, no.16, oct-déc., p57.
- Mattelart, Armand  
1982 "Aide-mémoire pour l'analyse de l'impact  
culturel des firmes multinationales", in  
Amérique Latine, janv.-mars, p.31.
- Pasquali, Antonio  
1975 "Latin America: our image or theirs?",  
in Getting the message across, UNSCO Press,  
Paris.
- Romero, Rocio  
1982 "Culture andine, culture de résistance.  
La radio au Pérou", in Amérique Latine,  
janv.-mars, no.9, p.58.
- Schiller, Herbert I.  
1974 "Freedom from the 'Free Flow'", in Journal of  
Communication, vol 24:1, p.110.
- Sénécal, Michel  
1982 "Des médias alternatifs à la pratique  
alternative des médias", in Changer de  
société, dir par S.Proulx et P.Vallières.